



La Presse

L'AVC, l'alphabet des artères

Page C1

Les orphelins de François Côté

Page B1



MONTRÉAL | DIMANCHE 5 NOVEMBRE 2000 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 17 > 56 PAGES > 4 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

>HOCKEY 5 2

PAGE S3

REFORME DE L'ASSURANCE-EMPLOI

Distrait, Chrétien «oublie» d'en parler

VINCENT MARISSAL

SUMMERSIDE – L'ennui de la campagne du Parti libéral semble avoir atteint Jean Chrétien, qui a temporairement oublié hier au Nouveau-Brunswick de parler de son principal argument électoral dans les Maritimes : les réformes à l'assurance-emploi.

Quelques minutes après avoir terminé un discours, le chef libéral a dû revenir sur scène devant ses militants des comtés de Madawaska-Restigouche et d'Acadie-Bathurst (Nouveau-Brunswick) après que l'un de ses candidats lui eut fait remarquer qu'il n'avait pas abordé la question de l'assurance-emploi.

« Je voulais en parler je l'avais oublié, je ne suis pas parfait », je l'admets, mais d'en parler de cette façon-là, c'est peut-être mieux parce que vous l'aurez noté encore mieux », a-t-il expliqué aux quelque 200 personnes rassemblées pour l'entendre.

Toute la question de l'assurance-emploi est primordiale dans les Maritimes, c'est même cette question qui fait et défait les gouvernements dans ce coin de pays, comme les libéraux l'ont douloureusement appris en 1997.

De 30 députés sur 32 (dans les trois provinces Maritimes et à Terre-Neuve) avant les élections de 1997, les libéraux ont dégringolé à 11, perdant 19 comtés principalement à cause des compressions massives dans l'assurance-emploi entre 1993 et 1997.

Parmi les victimes libérales dans le nord du Nouveau-Brunswick, on comptait notamment l'ancien ministre du Développement des Ressources humaines et

Voir **DISTRAIT** en A2

ÉLECTIONS 2000

«Qu'on le chasse de son bureau!»

Valorie Day mêlée à une controverse sur l'avortement

Intolérant ou à l'écoute des autres?

Un cynisme typiquement libéral

Les vieux démons du Reform se sont évaporés

– pages A7 à A9



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Regard ophidien sur un Salon zoologique

C'est par milliers que les visiteurs se sont présentés hier au 1^{er} Salon national des animaux de compagnie qui se tient jusqu'à ce soir au Stade olympique. Plus de 50 espèces de chiens et 100 chats de race y sont présents, sans compter les rongeurs, furets, poissons, oiseaux, reptiles et insectes. Les visiteurs peuvent aussi voir des animaux venant des cinq continents grâce à la collaboration du Parc Safari. Des hérissons, des zébus, des cochons vietnamiens et une foule d'autres animaux exotiques y sont présents. Obéissance, fantaisie canine, démonstrations de chiens de chasse, course de hamsters, parades d'éleveurs de champions sont autant d'activités au programme. Toutefois, la patience est de rigueur, puisque les organisateurs de l'événement ont dû fermer temporairement les portes du salon en après-midi hier, le temps que la foule se dissipe, la rotonde du Stade olympique où se tient l'événement ne pouvant tout simplement accueillir plus de monde. Si les humains sont les bienvenus au salon, pas question cependant d'y amener un visiteur à quatre ou à milles pattes. Les animaux hors exposition n'étant pas les bienvenus.

CONFLIT AU PORT DE MONTRÉAL

La CSN s'engage dans un bras de fer avec Québec

SILVIA GALIPEAU



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

Deux camionneurs syndiqués en pleine réflexion pendant le Conseil confédéral de la CSN, hier à Montréal.

Si Québec souhaite défendre le droit des marchandises, la CSN elle, continuera d'appuyer en premier lieu les droits des travailleurs. À l'unanimité hier, l'ensemble des membres du Conseil confédéral de la CSN a aussi décidé d'apporter tout son soutien aux camionneurs indépendants, en grève depuis plus de deux semaines. Au même moment, près du port de Montréal, un camionneur au travail était victime d'une agression.

Si rien ne permet encore de dresser un lien direct entre les deux événements, la grève des camionneurs et l'agression commise envers un détracteur, une enquête étant toujours en cours, l'incident est néanmoins venu ternir la journée, pourtant si bien commencée.

Gonflés à bloc, les membres du conseil confédéral de la CSN ont en effet unanimement décrié hier les mesures du gouvernement dans le dossier des camionneurs hier.

La veille, le premier ministre Lucien Bouchard avait justifié l'adoption de sa loi d'exception — laquelle ordonnait à tous les camionneurs en grève au port de Montréal de retourner au travail, sous

peine d'amendes salées — en soulignant que leur arrêt de travail constituait « un assaut au droit de la libre circulation des biens ».

La déclaration a fait bondir le président de la CSN, Marc Laviolette, qui a rétorqué hier que la CSN appuyait au contraire les camionneurs « au nom du droit fondamental à la dignité », « au respect », du droit de « vivre décemment », de « travailler honorablement » et de « négocier leurs conditions de travail ». « Nous, c'est justement en raison de ces droits que nous trouvons imbuvable, injuste et injustifiée cette loi adoptée à toute vapeur », lançait-il.

Les camionneurs indépendants oeuvrant dans l'intermodal au port de Montréal manifestent depuis 18 jours pour accélérer la reconnaissance de leur accréditation syndicale. Le dossier est entre les mains du Conseil canadien des relations industrielles, chargé d'étudier la requête. Sa réponse est attendue dans les jours qui viennent.

Hier matin, près de 300 camionneurs ont manifesté devant les bureaux du premier ministre à Montréal. Ils ont ensuite

Voir **LA CSN** en A2

Le week-end titanique

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Un journaliste américain a utilisé le mot « titanique » pour parler du dernier week-end de la campagne présidentielle aux États-Unis. Le terme est un peu fort, mais il donne une idée du climat qui règne à deux jours du vote. C'est la surchauffe.

L'histoire de l'arrestation de George W. Bush en 1976 a ajouté à l'incertitude du verdict. Du coup, les Américains sont invités à se poser de nouvelles questions sur la « réputation » de l'homme qui leur promet de ramener « l'honneur et l'intégrité » à la Maison-Blanche.

Personne ne reproche à Bush de s'être fait arrêter pour conduite en état d'ébriété il y a 24 ans. À l'époque, l'alcool au volant n'était pas aussi mal vu qu'aujourd'hui. Mais tout le monde se demande pourquoi W. a tenté de cacher la vérité

sur une affaire judiciaire somme toute banale. N'a-t-il pas appris que le « cover-up » est toujours plus grave que le crime?

Jeudi soir dernier, Bush a défendu sa décision de garder le silence sur son arrestation en parlant de ses jumelles, Barbara et Jenna, âgées de 18 ans. Il ne voulait pas leur donner de mauvaises idées en passant aux aveux.

Bush espère sans doute avoir la sympathie des baby-boomers de son pays. Eux aussi ont conduit en état d'ivresse, baisé à gauche et à droite, fumé du pot, sniffé de la coke dans leur jeunesse. Ils savent très bien que ce n'est pas facile



AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	cahier B	La presse d'ailleurs	A13
- livres	B1-B5	Le bridge	A6
- horaire spectacles	B8	Le monde	A10-A12
- horaire télévision	B6	Loteries	A2, A6
Bandes dessinées	C7	Politique	A7-A9
Consommation	C6	Mots croisés	
Décès	C11		B10, C7, S10
Éditorial	A14	Petites annonces	
Êtes-vous observateur	C8	- immobilier	C8, C9
Génies en herbe	B10	- marchandises	C9
Feuilleton	C7	- emplois	C9
Forum	A15	- automobile	C9-C11
Horoscope	C9	- affaires	C11
Laporte Stéphane	A5	Robotaille Louis-B.	A12
		Sciences	C12
		Têtes d'affiche	B11

MÉTÉO Voir page S16
Plutôt nuageux
Maximum 8, Minimum 4



6 21924 98765 1

1
3
4
6



George W. Bush saluant ses partisans pendant un rallye électoral hier à Pittsburgh.

Photo AP

Voir **LE WEEK-END** en A2

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

5 novembre 2000

Page A2 manquante

ACTUALITÉS



Photos ROBERT SKINNER, La Presse/©

La soeur aînée et la mère des victimes, accompagnées par Pierre Mercier, ont éclaté en sanglots en approchant du lieu du drame. À droite, la tante de Marie-Pierre et de Mathieu, Anne Thivierge, n'arrivait pas à contenir ses larmes devant les dizaines de témoignages laissés par les parents et les amis des victimes.

Entre colère et tristesse

Thetford Mines encore sous le choc

STÉPHANIE MORIN

La colère grondait toujours hier, à Thetford Mines, au lendemain de la mort tragique de deux enfants, fauchés par un chauffard ivre qui n'a pas effectué son arrêt obligatoire.

Des dizaines de résidents sont venus, dès le lever du jour, pour se recueillir à l'intersection de la rue Labbé et de la 1^{re} rue, là où Bernard Gagné, 51 ans, a heurté à mort Marie-Pierre Roy, 12 ans, et son frère Mathieu, neuf ans, alors qu'ils se rendaient à l'école.

À quelques mètres du lieu du drame, les bouquets se sont accumulés tout au long de la journée, souvent accompagnés de touchantes missives d'adieux. Sur l'un d'eux, une petite note de la marraine et du parrain de Marie-Pierre: « Veillez sur votre famille et prenez soin l'un de l'autre. »

Pierre Mercier, oncle des deux enfants, est accouru de Montréal dès qu'il a appris la nouvelle. « Il n'y a pas de mots pour décrire cette tragédie. La famille est complètement démolie et éprouve une tristesse infinie, mais aussi une grande colère. Ce qui s'est passé, c'est juste plus qu'un accident, c'est un crime, et la justice devra en tenir compte. Il y a trop d'événements comme ça qui arrive; c'est inacceptable. »

« Mathieu et Marie-Pierre étaient toujours ensemble: c'était plus que des frères et soeurs, c'était des amis. Marie-Pierre était

une vraie soeur et Mathieu était un drôle de petit garçon, qui pouvait faire rire n'importe qui. Il aurait eu 10 ans mardi et on devait célébrer son anniversaire aujourd'hui (hier). »

Soutenue par sa soeur et son beau-frère, la mère des victimes, Martine Thivierge, a tenu à revenir sur les lieux du drame avec sa fille aînée, Katia, 14 ans. Toutes deux ont fondu en sanglots en apercevant les nombreux témoignages, dont plusieurs rédigés d'une écriture enfantine, vraisemblablement par des camarades de classe des victimes.

« Mathieu et Marie-Pierre étaient toujours ensemble: c'était plus que des frères et soeurs, c'était des amis. »

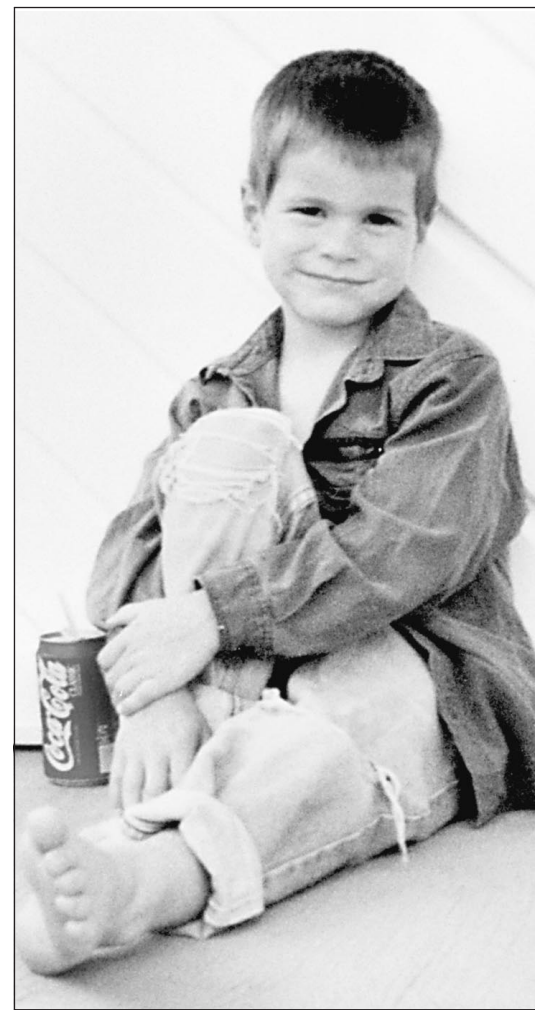
Si un silence chargé d'émotions régnait près de ce mémorial improvisé, plus loin, les résidents laissaient libre cours à leur colère, dégoûtés par le geste du chauffard, qui s'est retrouvé au volant ivre mort, malgré le fait qu'il était sans permis de conduire et qu'il avait été condamné en 1998 pour conduite avec facultés affaiblies.

« C'est un pauvre type, qui ne vaut pas cher, a lancé André Veilleux, un des voisins des enfants. Je ne pense même pas qu'il réalise ce qu'il a fait. Il doit juste commencer à dégriser. »

Lise Thivierge, la cousine de Martine Thivierge, arrivait aussi difficilement à contenir ses larmes et sa colère: « C'est horrible de subir la perte de deux innocents; ils avaient toute la vie devant eux. Si ce n'était que de moi, la seule justice serait la pendaison. Enlever un permis de conduire, ça ne veut rien dire, puisque les gens déjouent la loi. Il faut que justice soit rendue, même si rien ne pourra jamais remplacer ces deux petits anges. »



Marie-Pierre Roy, 12 ans, l'une des victimes. Le petit Mathieu Roy, ci-contre, devait célébrer son dixième anniversaire hier.



Le chauffard n'a jamais ralenti

STÉPHANIE MORIN

N'ÉUT ÉTÉ de la présence d'esprit d'Alain Nolet, Bertrand Gagné aurait bien pu filer entre les mains de la justice.

Ce Thetfordois et son épouse, Rita Doyon, étaient dans leur automobile, immobilisée à l'intersection fatidique, lorsqu'ils ont vu, impuissants, la Chevrolet Celebrity du chauffard happer à mort deux enfants qui traversaient la rue pour se rendre à l'école.

« Il arrivait à toute vitesse et je me suis dit, c'est impossible il ne pourra jamais arrêter, a expliqué M. Nolet. Puis j'ai pensé aux enfants, mais il était déjà trop tard. »

Le chauffard a heurté les victimes de plein fouet. Marie-Pierre est morte sur le coup; son frère Mathieu décédait quelques minutes plus tard. « C'était horrible, je n'arrive pas à me sortir cette scène de la tête. J'y pense sans arrêt », a dit Alain Nolet en pleurant.

Après l'impact, le chauffard a poursuivi sa route, comme si de rien n'était, sans ralentir son rythme d'enfer. Alain Nolet s'est alors mis à sa poursuite et l'a

suivi jusqu'à sa maison, rue Carreau. « Je me suis dit: « lui, il ne s'en sortira pas ». »

Il a bloqué la voiture de Gagné pour éviter que le fuyard ne se sauve avant l'arrivée des policiers. « J'ai crié à une femme qui se promenait d'appeler la police, que le gars venait de tuer deux enfants. »

Le suspect, lui, a mis un temps fou à sortir de sa voiture. « Quand il a finalement ouvert sa porte, il avait un sac de sport sur le dos et dans la main, une King Can de Labatt Bleue. Il était complètement saoul; il n'avait aucune réaction. Je l'engueulais et il ne réagissait même pas. »

« Il a grimpé les marches de son balcon en tanguant d'un bord à l'autre, puis il a déposé sa canette pour essayer d'ouvrir sa serrure. Il avait de la difficulté à se tenir debout. » Quand il a réussi de peine et de misère à insérer sa clé dans la serrure, Gagné a repris sa bière avant de s'engouffrer chez lui.

Quelques heures après son arrestation, lorsqu'il est apparu au palais de justice de Thetford Mines, Gagné n'avait toujours pas fini de cuver son vin et manifestait des signes évidents d'ébriété plus qu'avancée...

Il est incarcéré à la prison d'Orsainville jusqu'à mardi, date où il comparaitra devant les tribunaux pour subir son enquête sous cautionnement.

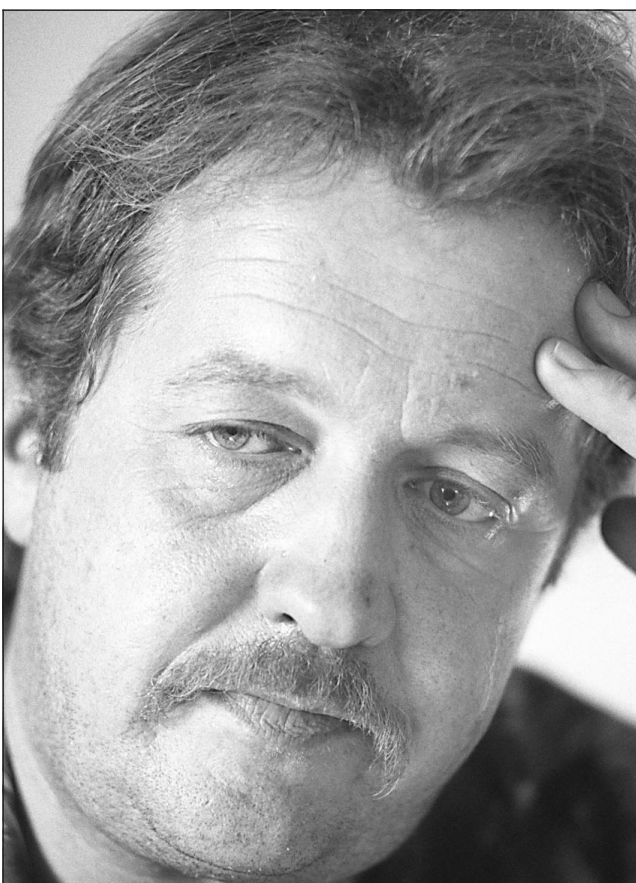
Le suspect pourrait faire face à deux accusations de négligence criminelle causant la mort, deux de conduite dangereuse causant la mort, deux de conduite avec facultés affaiblies causant la mort, un chef de délit de fuite mortel et un autre de refus de subir le test d'alcoolémie.

Des statistiques inquiétantes

Les statistiques de la Société de l'assurance automobile démontrent qu'en 1999, l'alcool au volant a été la cause directe de 265 morts (35 % de tous les décès sur les routes), de 1000 blessés légers et de 2200 blessés graves.

Plus préoccupant encore, sur 15 500 conducteurs ivres au volant interceptés l'an dernier, un sur quatre avait déjà été mêlé à une procédure ayant mené à la suspension de son permis de conduire.

Comme Bertrand Gagné.



Alain Nolet a pris le fuyard en chasse pour éviter qu'il n'échappe aux policiers.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

5 novembre 2000

Page A4 manquante

Le quatre novembre



STÉPHANE LAPORTE
collaboration spéciale

Samedi 4 novembre. C'est la fête de mon père. Pour la première fois de ma vie, je ne lui donnerai pas la main, en disant : « Bonne fête, papa ! » Mon père est mort en janvier dernier. Et je ne sais pas trop quoi faire de ma journée...

Pourtant la fête de mon père, ce n'était pas Noël, ni le 14 juillet. C'était tout simple. Ma mère m'appelait le matin même : « Tu viens souper ce soir pour la fête de ton père ? » Je disais oui. Et en raccrochant le téléphone, je me demandais toujours ce que j'allais bien apporter au paternel.

C'est que le père n'aimait pas grand-chose. Sa vie, c'était la famille et le travail. Pas de loisirs. Pas de golf. Pas de bricolage. Pas de voyage. Pas de gadgets. Rien. La famille et le travail. Depuis sa retraite, il ne lui restait plus que la famille. Et la famille, elle n'était plus souvent là. On était grand maintenant. Alors mon père passait ses journées dans la maison, à lire ses journaux et à regarder les nouvelles à la télé. C'est tout ce qu'il faisait. Enfin, pas tout à fait. J'oubliais sa principale activité : jongler. D'aussi loin que je me souviens, je vois mon père assis seul dans le

salon, au bout du divan vert, le regard préoccupé. Petit, ça m'intriguait beaucoup. Une fois, j'avais demandé à ma mère : « Qu'est ce qu'il fait papa ? »

Elle m'avait répondu :

« Il jongle !

— Il jongle ? Mais il n'a pas de balles !

— Il jongle pas avec des balles, il jongle avec des soucis. »

Jongler avec des soucis ? Ça m'intriguait encore plus. J'avais couru dans le salon, demander à mon père :

« Pourquoi tu jongles avec des soucis ? »

Il m'avait répondu : « Parce que je pense à vous autres... » Mon père a passé sa vie à s'inquiéter pour nous. C'était sa façon de nous aimer.

Donc les journaux, les nouvelles à la télé, et le jonglage. Les trois seules activités de mon papa. Pas évident de trouver une idée de cadeaux complémentaires à ça. C'est vrai, qu'en jonglant, il fumait. Presque deux paquets par jour. Mais je n'allais pas lui acheter des cigarettes. C'est à cause de cette foutue fumée, s'il n'est plus là, cette année.

Heureusement il ne faisait pas que fumer, il mangeait des bonbons. Mon père aimait le sucré. Les outils, les lunes de miel, les biscuits Ti-Coq, mon père en prenait une poignée dans sa grande main. Et il passait son week-end, à jongler, à fumer et à grignoter.

Alors, à tous les ans, la même et seule idée, me venait en tête : lui donner une boîte de chocolat aux cerises Godiva. Sa friandise

préférée. J'étais sûr qu'il aimerait ça. Qu'il les mangerait. Que ce soit sa fête, Noël ou la fête des Pères, je donnais toujours à mon papa une grosse boîte de chocolats aux cerises. J'avais beau à chaque occasion me creuser la tête pour lui trouver autre chose, c'est toujours les chocolats aux cerises qui gagnaient.

Six heures du soir, j'arrivais à la maison familiale, ma boîte de chocolats aux cerises sous le bras. Mon père était assis dans le salon. Il se levait pour m'accueillir. Je lui tendais la main en lui disant bonne fête. Il me la serrait très fort. En souriant un bref instant. Il me disait :

« Merci fiston ! » Puis, ô surprise, je lui donnais la boîte de chocolats aux cerises.

Il la prenait en disant : « T'aurais pas dû. »

Puis il en mangeait un.

Je m'assois dans le salon. Ma mère arrivait avec un grand plateau de canapés tout droit sortis du four. Et ma soeur à son tour donnait son cadeau à papa. Dans une belle grosse boîte toute bien emballée. Mon père l'ouvrait. C'était presque toujours un beau gros chandail de laine. Mon père le trouvait toujours trop petit, trop grand, trop piquant ou trop bleu. Mais il passait le reste de l'année avec le chandail que ma soeur lui avait donné sur le dos. Il était comme ça mon père. Puis ma mère lui donnait son cadeau. C'était souvent une belle chemise. Il ne la mettait presque jamais. Sauf à Noël ou lors des grands jours. Il était comme ça, mon père.

Avant de se mettre à table, le Nouveau-Brunswick appelait. Le Nouveau-Brunswick c'est mon frère, ma belle-soeur et leurs quatre filles. C'est là qu'ils vivent. Ils souhaitaient à tour de rôle bonne fête à papa. Ça ne durait pas très longtemps. Puis après, ils parlaient tous avec maman. Ça, ça durait longtemps. Le téléphone terminé, on allait dans la salle à manger pour le souper de fête. Assis au bout de la table, mon père me demandait : « Ça va bien dans ton travail ? » Je lui répondais toujours oui. Pas plus. Je trouvais que mon père jonglait déjà assez comme ça !

Ma mère nous racontait tout ce que ses petites filles venaient de lui dire au téléphone. Puis on parlait d'un film, d'un livre ou d'un spectacle. Mon père écoutait. À la fin du repas, ma soeur se levait et éteignait toutes les lumières. Alors ma mère arrivait avec le gâteau d'anniversaire. On chantait *Bonne fête, papa*. Et papa soufflait les bougies. Il en manquait toujours une ou deux. On lui disait qu'il devrait arrêter de fumer. Il ne répondait pas.

Le dessert terminé, il était environ 10 heures. L'heure de mon départ. Je remerciais ma mère pour le bon souper. Je donnais un bec à ma soeur. Et je resouhaitais bonne fête à mon père. On se resserrait la main. Il souriait encore un peu. Et me demandait :

« Quand est-ce que tu vas revenir ? »

Je répondais : « Bientôt ! »

J'aurais dû.

Bonne fête, papa ! Je sais où tu es en ce quatre novembre. Tu es en moi...

EN BREF

Incendie mortel à Saint-Cuthbert

LE CADAVRE D'UN homme a été retrouvé hier après-midi dans les décombres d'une résidence de Saint-Cuthbert, dans la région de Lanaudière. Il pourrait s'agir de Éloi Olivier, 50 ans, de Joliette. Trois autres personnes qui se trouvaient dans la maison ont eu la vie sauve grâce à un automobiliste qui les a alertées.

Épingle dans la réglisse

UN SECOND CAS d'épingle insérée dans de la réglisse a été découvert hier à Laval. C'est une mère de famille du quartier Sainte-Rose qui, examinant les bonbons rapportés par ses enfants lors de la soirée de l'Halloween, a découvert l'épingle insérée dans une réglisse en bâtonnet. Vendredi, une autre épingle dans un bâtonnet de réglisse avait été retrouvée dans le même quartier. Les policiers ont entrepris de faire du porte à porte dans le quartier borné par le boulevard Labelle et la rue Renaissance. Dans les deux cas, la réglisse en spirale de couleur rouge, se trouvait dans des emballages commerciaux individuels de couleur translucide, portant en jaune la marque Twirls.

Automobiliste arrêté

L'AUTOMOBILISTE DE 37 ans arrêté vendredi soir à la suite d'un accident mortel survenu à l'intersection de la rue de Lorimier et de la rue Sherbrooke, à Montréal, devra répondre à une dizaine d'accusations dont celles de conduite dangereuse et de négligence criminelle ayant causé la mort. Les victimes sont Daniel-Claude Lebrun, 32 ans, et Sylvain Corbeil, 36 ans.

Homme suicidaire arrêté

UN HOMME DE 37 ans qui voulait se faire abattre par les policiers a été arrêté hier matin vers 11h au 1880, boulevard René-Lévesque, à Laval. Le suspect a d'abord sauté du deuxième étage de l'édifice pour échapper aux policiers qui répondaient à un appel pour désordre. L'homme a ensuite mis la main dans son manteau pour sortir une arme qu'il avait en sa possession. L'homme était armé d'un revolver à plomb. Il a avoué vouloir se faire abattre.

Accidents mortels

UN MOTOCYCLISTE A perdu la vie vendredi en fin d'après-midi sur la route 117, à McWaters, en Abitibi, lorsqu'il a percuté l'arrière d'une camionnette qui était immobilisée et dont le conducteur s'apprêtait à effectuer un virage à gauche. La victime est Steve Truchan, 23 ans. Par ailleurs, une femme de 18 ans, Marie-Claude Timchuck, du lac Kénogami, est morte lorsque le conducteur du véhicule dans lequel elle prenait place, a perdu la maîtrise de son automobile.

Trafic d'enfants

UNE CANADIENNE A ÉTÉ arrêtée dans la capitale de la Géorgie relativement à une affaire de ventes d'une vingtaine de bébés pour adoption à l'étranger, a indiqué hier un porte-parole de la police locale. Le chef de la section criminelle de la police de Tbilissi, Merab Bagaturia, a identifié la prévenue comme étant Galina Gorelik, âgée de 36 ans, qui détient la double nationalité russe et canadienne. M. Bagaturia n'a pas révélé son lieu de résidence ou d'origine au Canada.



Les Fleurs de la Bible

L'Exposition internationale d'art itinérant
Comprenant les aquarelles de Larisa Semballuk Cheladyn

Cette collection magnifique illustre, à travers l'histoire biblique, l'équilibre délicat que l'homme a eu avec l'environnement.

Vernissage le 10 novembre, de 18 h à 21 h
L'Exposition continue du 11 au 13 nov., de 13 h à 18 h

à la **Galerie Gora**,
460, rue Ste-Catherine Ouest, bureau 502
Tél. : (514) 879-9694

L'artiste sera présente.
Tours guidés disponibles

La Société des fleurs de la Bible
Patrimoine canadien
Fondation Shevchenko

www.uocc.ca/flowers
www.artbylarisa.com

Zellers

Bienvenue à

Avantages 55

tous les 55 ans et plus

Rabais de 10%^{**}

sur presque tous vos achats...

Le lundi 6 novembre 2000

Le rabais s'applique à tous les articles à prix ordinaire, de soldé ou de liquidation dans tous les rayons, y compris les produits de santé (sauf les ordonnances)*, le restaurant Zellers et le salon de coiffure Magicuts chez Zellers.

DE PLUS, CAFÉ ET MUFFINS sont offerts **GRATUITEMENT** l'avant-midi, de l'ouverture jusqu'à 11 heures.

* Avec pièce attestant l'âge.
** Certaines exceptions s'appliquent.
† Précisions au comptoir du Service à la clientèle.
‡ Sujet aux lois fédérales et provinciales.

Notre prochaine journée Avantages 55 aura lieu le lundi 20 novembre 2000.



ÉLECTIONS 2000 > 22 JOURS AVANT LE VOTE

Intolérant ou à l'écoute des autres ?

Deux perceptions divergentes de Stockwell Day circulent dans son fief de Red Deer

La Presse présente aujourd'hui la deuxième tranche d'une série de trois sur le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day.



MARC THIBODEAU
SUR LES TRACES
DE STOCKWELL DAY

En réponse aux questions soulevées par ses fortes convictions religieuses, Stockwell Day répète sur toutes les tribunes qu'il est un homme respectueux des différences et qu'il n'a absolument aucune intention d'imposer ses croyances personnelles aux Canadiens.

Ses opposants et ses détracteurs au sein de la communauté albertaine de Red Deer, qu'il a représenté pendant 14 ans au niveau provincial, entretiennent des vues radicalement différentes sur le bien-fondé de cette affirmation.

Les premiers assurent qu'il n'a pas hésité à plusieurs reprises à profiter de ses fonctions politiques pour faire valoir ses propres vues, sans plus de considération pour les contribuables. Les seconds assurent qu'ils ont rarement vu un politicien aller à de tels extrêmes pour être bien au fait des désirs de la communauté qu'il représente.

Wendy Martindale appartient résolument au premier groupe. La directrice du musée de Red Deer a dû croiser le fer avec M. Day en 1997 après qu'un ministre albertain eut accordé 10 000 \$ à l'établissement pour financer une étude sur le vécu des homosexuels nés dans la région.

Elle raconte avoir reçu un appel enflammé du politicien, peu de temps après qu'il eut été alerté par un journaliste qui l'invitait à commenter cette subvention. « Il m'a posé des questions sur l'étude et m'a dit, à la fin de la conversation, quelques instants à peine après avoir appris les détails, qu'il demanderait que l'argent ne nous soit pas versé. Il a dit, je crois que c'est l'expression qu'il a utilisée, que nous risquions d'encourager ce type de « choix de vie », note Mme Martindale, qui voit là une forme d'intolérance.

M. Day a affirmé à l'époque au journal local que le musée « faisait une erreur en poursuivant un projet qui vise à refléter les choix sexuels d'un pour cent de la population ». Il affirmera plus tard qu'il lui semblait déraisonnable d'investir tant d'argent dans cette étude alors que le musée avait beaucoup d'autres besoins à combler.

Plusieurs appels ont été reçus par le musée après l'intervention publique de M. Day, indique Mme Martindale. « Beaucoup de gens étaient pour, beaucoup étaient contre. En bout de ligne, le nombre de personnes favorables était plus important mais ça n'a évidemment rien de scientifique. Certaines personnes tenaient à se dissocier de M. Day parce qu'il disait parler au nom des contribuables », note-t-elle.

Un coût considérable

Lorne Goddard est un autre résident de Red Deer qui s'est frotté aux interventions musclées de M. Day. Dans la poursuite qu'il a intentée, l'avocat, qui est aussi un commissaire scolaire, accuse M. Day de l'avoir injustement associé, dans une lettre parue dans le journal local, aux idées d'un pédophile qu'il défendait. M. Goddard a précisé cette semaine qu'il avait dû payer un coût considérable pour cette « atteinte à la réputation ». Certaines personnes l'accusent de ne « pas être un vrai chrétien » parce qu'il s'attaque légalement à un chrétien qui ne craint pas d'exprimer ses façons de penser. Pour lui signifier son appui et son admiration, la fille de M. Goddard lui a remis une copie de la célèbre photo du citoyen chinois qui s'oppose à l'avancée des chars sur la place Tiananmen. Dans sa défense, M. Day plaide que les lois en diffamation ne sauraient limiter le droit des députés d'intervenir sur des dossiers d'intérêt public. Si c'est le cas, ces lois devraient être modifiées de façon à ne pas enfreindre le droit à la liberté d'expression reconnu par la Charte canadienne des droits et libertés et par la charte albertaine. « Abolissons les lois en diffamation, rien de moins ! », ironise l'avocate de M. Goddard, Virginia May.

La mairesse de Red Deer, Gail Surkan, est d'avis que la question des valeurs de M. Day n'a jamais vraiment posé problème dans la communauté de Red Deer. « M. Day est d'abord et avant tout un conservateur sur le plan fiscal et

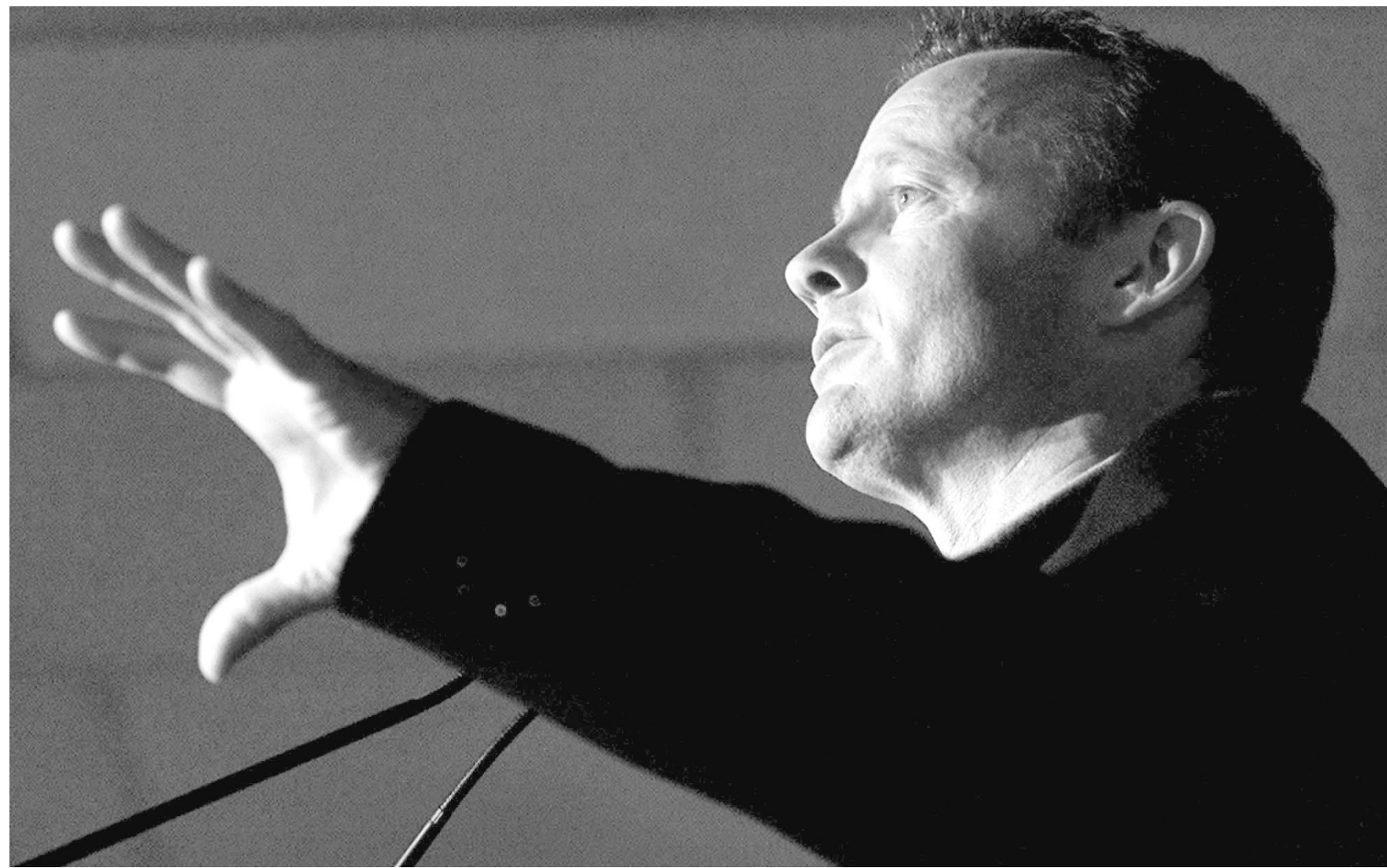


Photo PC ©

Lorne Goddard, un avocat de Red Deer, accuse le chef de l'Alliance canadienne de l'avoir injustement associé aux idées d'un pédophile qu'il défendait devant les tribunaux. Sa fille lui a remis une reproduction de la célèbre photo du dissident chinois s'opposant à l'avancée des chars vers la place Tiananmen pour le soutenir moralement dans sa croisade juridique contre le politicien, à qui il réclame 600 000 \$ pour atteinte à sa réputation.

pratiquement tout le monde est en accord avec une telle approche ici. Sur le plan social, ses sorties passées ont généralement été interprétées dans la communauté comme l'expression de ses vues personnelles », dit-elle.

Mme Surkan note que le politicien a toujours fait des pieds et des mains pour être à l'écoute des résidents de la ville, allant même jusqu'à faire du porte à porte par grand froid alors qu'aucune élection n'était en vue.

Entre l'arbre et l'écorce

Bill Hull, un organisateur conservateur de Red Deer, affirme que les dirigeants locaux du parti s'inquiétaient des intentions de M. Day lorsqu'il a remporté contre toute attente l'investiture conservatrice pour le comté de Red Deer nord en 1986, peu de temps après avoir quitté l'école chrétienne qu'il dirigeait. Ses convictions religieuses soulevaient notamment des questions.

« Nous lui avons demandé de nous rencontrer dans une taverne pour faire le point sur ses intentions, ce qui est plutôt comique puisque ça nous a permis d'apprendre qu'il ne prend pratiquement pas d'alcool. Il a répondu à toutes nos questions et nous a rassurés sur le fait qu'il n'avait aucun objectif caché et que son seul désir était de bien représenter les contribuables de Red Deer. Tout le monde est reparti satisfait », note M. Hull, un grand admirateur du politicien.

Il ne s'étonne pas que la question d'un « agenda caché » ait pu être soulevée à l'occasion du passage de M. Day au niveau fédéral. Les citoyens seront rapidement rassurés à ce sujet à mesure qu'ils verront le politicien à l'oeuvre, assure M. Hull. « Stockwell est parfaitement en droit d'avoir des idées tranchées, mais il ne forcerait jamais personne à accepter son point de vue », dit-il.

Depuis le début de la campagne, M. Day est demeuré des plus discrets sur des sujets chauds comme l'avortement et l'homosexualité, qui l'ont plus d'une fois plongé dans la tourmente par le passé. « Il est pris entre l'arbre et l'écorce », juge Linda Trimble, professeur de sciences politiques à l'Université de l'Alberta. S'il se montre trop transparent à ce sujet, il risque d'être taxé d'extrémiste. S'il est trop discret, il risque inversement d'être accusé d'hypocrisie », juge-t-elle.

En entrevue à La Presse, M. Day affirme pour sa part que les 14 ans qu'il a passés sur la scène politique provinciale indiquent « clairement » qu'il ne tenterait jamais d'imposer ses valeurs à la population et qu'il respecte en tout temps la volonté démocratique de la population. Sa plus grande fierté d'homme politique, dit-il, est d'eux-mêmes d'être « toujours » demeuré à l'écoute des contribuables qu'il représentait.

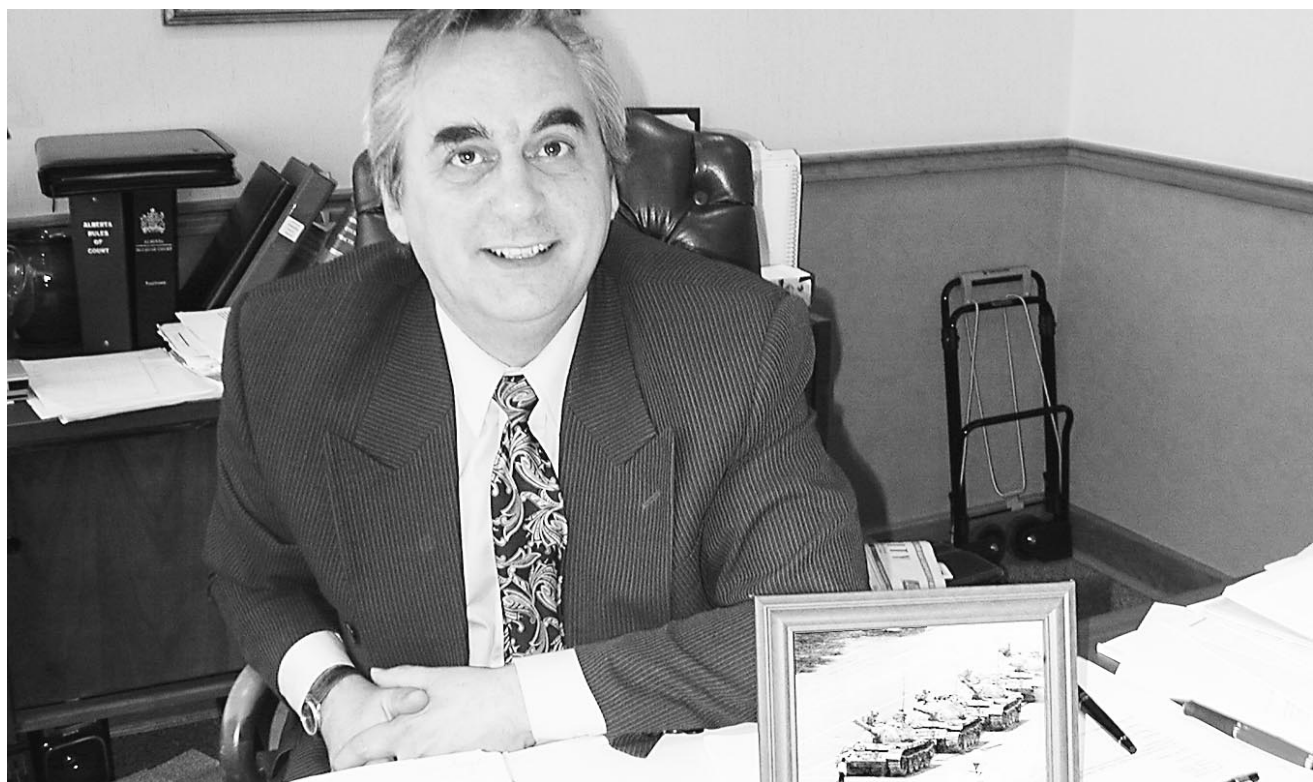


Photo MARC THIBODEAU, La Presse ©

Des controverses à la pelle

STOCKWELL DAY a de fortes convictions morales et ne s'est jamais empêché durant sa carrière de député provincial de dire ce qu'il pensait des sujets sociaux de l'heure, même s'il savait pertinemment qu'il risquait de susciter des vagues. Voici un petit abécédaire de ses déclarations et de ses interventions les plus controversées.

L'avortement :

En 1988, il s'explique longuement à ce sujet aux résidents de Red Deer dans une lettre envoyée au quotidien local. M. Day y défend l'idée qu'il faut donner plus de soutien aux femmes qui vivent des grossesses imprévues plutôt que de faciliter l'accès à l'avortement. « Les femmes qui envisagent de se faire avorter doivent savoir que si elles sont prêtes à supporter quelques mois d'inconfort pour mener leur grossesse à terme, elles seront appuyées... tant socialement qu'économiquement. Elles doivent savoir, si elles devaient décider éventuellement de faire adopter leur enfant, qu'il y a en Alberta des milliers de couples qui attendent avec impatience une telle occasion. » En 1995, le politicien soutiendra un groupe pro-vie qui demande au gouvernement provincial de ne financer que les avortements où la vie de la mère est en danger. Le gouvernement de Ralph Klein passera outre à la suggestion du groupe.

La Bible :

« Je crois que la Bible est la parole infaillible de Dieu et que chaque mot qu'elle contient, du début à la fin, est vrai », déclare le député en 1998.

L'éducation sexuelle :

En 1990, M. Day demande que les écoles de l'Alberta ne puissent utiliser un programme donné d'éducation sexuelle s'il n'a pas été démontré que celui-ci n'augmente pas l'incidence des maladies vénériennes et des grossesses accidentelles et qu'il ne favorise pas une hausse de l'activité sexuelle des élèves ciblés. M. Day dit « n'avoir rien contre le sexe » mais réclame des programmes qui donnent des balises morales aux jeunes sur cette question. Il se plaindra par la suite d'avoir été injustement accusé de vouloir éliminer tout cours d'éducation sexuelle.

La famille :

Day souligne en 1992 que les enfants issus de familles monoparentales ont plus de chance que les enfants ayant vécu dans des familles traditionnelles de développer une forme de dépendance à la drogue ou à l'alcool, de commettre des crimes ou de se suicider. « C'est la réalité statistique », déclare-t-il.

L'homosexualité :

Dans le discours prononcé lors de son élection au niveau provincial en 1986, il s'insurge contre l'intégration d'homosexuels dans l'armée canadienne, une décision fédérale.

En 1994, il s'oppose à ce que la Charte des droits et libertés de l'Alberta soit modifiée, comme le demande la Cour suprême, pour protéger spécifiquement les homosexuels. « Personne ne perd son emploi parce qu'il est homosexuel. Les gens sont renvoyés parce qu'ils ne font pas leur boulot », fait-il valoir à l'époque. Le politicien ne croit pas que les personnes doivent être protégées en vertu de leur orientation sexuelle et s'inquiète de l'impact éventuel d'une telle pratique puisqu'il n'y a pas, selon lui, de définition adéquate de ce qu'est l'orientation sexuelle. « Quelle sera la prochaine étape : ceux qui militent pour les relations sexuelles avec les enfants ? », demande-t-il.

La littérature :

Le député provincial du comté de Red Deer sud, voisin de celui de M. Day, réclame en 1994 que le classique de John Steinbeck, Des souris et des hommes, soit retiré des écoles parce qu'il est truffé de jurons. M. Day, qui niera plus tard avoir voulu appuyé la demande de censure de son collègue, note qu'il faut « être sensible au fait que les chrétiens n'aiment pas que le nom du Christ soit utilisé de façon blasphématoire ».

La moralité :

Irrité par le fait que les libéraux fédéraux refusent de réviser la loi permettant à un meutrier de réclamer une libération conditionnelle après 15 ans de prison, M. Day indique en 1997 que Clifford Olson, un tueur en série, devrait être placé avec le reste des détenus plutôt que dans une cellule isolée. « Les prisonniers moraux disposeront de son cas en faisant appel à une méthode que nous n'aurions jamais le cran d'utiliser », dit-il. « Les personnes qui veulent qu'il (Olson) dispose d'une chambre privée ne semblent pas préoccupés par les enfants qu'il a mutilés et les familles qu'il a dévastées », ajoute le député.

Le SIDA :

Dans un article paru en 1986, le député nie avoir dit que le SIDA est une punition, une citation qui lui était attribuée dans un quotidien de Calgary. La maladie, précise-t-il, est plutôt un « avertissement ». « Dieu, qui est un dieu d'amour, nous met en garde contre les choses qui peuvent être néfastes pour nous », note le député. Le sodomite, affirme-t-il, est l'une de ces choses.

DEMAIN : Le « Trésorier » de l'Alberta

ÉLECTIONS 2000 > 22 JOURS AVANT LE VOTE

PENDANT CE TEMPS...

Les candidates

AU QUÉBEC, le Parti libéral présente moins de femmes candidates qu'en 1997, peut-on constater en regardant la liste finale des candidatures pour le parti de Jean Chrétien. Au lieu de 25 femmes sur 75 candidats québécois, comme en 1997, seulement 19 femmes ont accepté de porter les couleurs libérales. Au Bloc québécois, en revanche, le chiffre grimpe. Là aussi, 19 femmes ont accepté de se porter candidates mais c'est trois de plus qu'en 1997. Du côté de l'Alliance canadienne, 11 femmes se sont portées candidates au Québec, c'est-à-dire le même nombre que pour le Reform Party en 1997. Chez les conservateurs, il y avait eu 13 candidates en 1997, et on saura aujourd'hui combien il y en aura cette fois-ci. Du côté du NPd, on l'apprendra demain.

Trop de membres

LE CANDIDAT de l'Alliance canadienne dans Saint-Maurice, Jean-Guy Mercier, fait face à un problème particulier : le parti a trop de membres dans son comté. Selon ce que rapportait cette semaine le journaliste Martin Francoeur, du *Nouvelliste*, la liste de membres de l'Alliance dans Saint-Maurice compte 1500 noms. Il s'agit, croit-on, d'une séquelle de la course au leadership de l'Alliance, où dans certaines circonscriptions québécoises, des centaines de personnes ont été inscrites sur la liste de membres à leur insu. « Nos membres se trouvent camouflés dans cette liste, et le problème que j'avais, c'est de les extraire de cette liste », a expliqué M. Mercier.

L'entarteur attend

LE PROCÈS d'Evan Wade Brown, l'homme accusé d'avoir plaqué une tarte sur le visage du premier ministre Jean Chrétien, a été ajourné. Le procès devait commencer vendredi au palais de justice de Charlottetown. La Couronne a indiqué que deux de ses témoins — des gens qui accompagnent quotidiennement le premier ministre — ne sont pas disponibles à cause de la campagne électorale. M. Chrétien a reçu une citation à comparaître afin d'être entendu comme témoin de la défense. Son avocat, Gordon Campbell, voulait un ajournement, lui aussi, afin d'avoir plus de temps pour discuter avec le premier ministre de la façon dont il voulait réagir à la citation. La cause reviendra devant le tribunal le 30 novembre alors qu'une nouvelle date pour le procès sera fixée.

Des dates à retenir

AVIS AUX retardataires. Demain, lundi 6 novembre (14h) est la date limite pour l'inscription des candidatures. On saura peu après si les partis qui l'avaient promis ont tenu leur pari de présenter des candidats dans toutes les 301 circonscriptions électorales canadiennes. En outre, les candidats ont jusqu'à vendredi, le 10 novembre, pour soumettre à Elections Canada des noms pour les postes de scrutateurs, de greffiers du scrutin et d'agents d'inscription dans leurs comtés pour le jour des élections. Autres dates à retenir : c'est du 13 au 18 novembre que votent les électeurs membres des Forces armées canadiennes et du 17 au 20 novembre que se tient le vote par anticipation.

LES CHEFS AUJOURD'HUI

Le premier ministre Chrétien est à Montréal ce matin. À 9h15, il rencontre des représentants de groupes communautaires, au 525 Dominion. À midi 10, M. et Mme Chrétien rencontrent les membres de la Commission libérale féminine, au 1717 boulevard Le Corbusier, à Laval.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, fait campagne dans la circonscription de Saint-Laurent-Cartierville, représentée aux Communes par le ministre Stéphane Dion. À midi 30, il s'adresse aux membres de la communauté arménienne, au Centre communautaire arménien, 3401 rue Olivier-Asselin.

Le chef du NPd, Alexa McDonough, est à Saskatoon. Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, et son rival du Parti conservateur, Joe Clark, n'ont aucune activité publique prévue aujourd'hui.

« Qu'on le chasse de son bureau! »

Day adopte un ton plus mordant pour attaquer le premier ministre

GILLES TOUPIN

BROCKVILLE, Ontario — Stockwell Day a donné à sa campagne électorale hier un ton plus mordant dans l'Ontario rural en accusant le premier ministre Jean Chrétien de miner la démocratie, de brimer la liberté d'expression et de flirter dangereusement avec la corruption.

Partout, à Trenton, à Napanee, à Brockville, M. Day a été virulent dans ses attaques contre Jean Chrétien, faisant de la confiance envers les élus le thème central de ses interventions de la journée. Le chef de l'Alliance a même pris un ton moins respectueux que les jours précédents envers ses adversaires, en identifiant par leurs prénoms le premier ministre et certains de ses ministres les plus connus.

« Il dit de tout simplement lui faire confiance quand il s'agit de dépenser l'argent des payeurs de taxe », a lancé Stockwell Day en parlant du premier ministre, de son livre rouge et du scandale au ministère des Ressources humaines. « Faites-moi confiance, dit M. Chrétien, faites confiance à Jean, à Jane (Stewart) et à Sheila (Copps)! Moi, Stockwell Day, je vous dis que c'est en vous que je place ma confiance, ce n'est pas en Jean, en Jane ou en Sheila. »

À chaque arrêt de sa caravane, M. Day a décrié le livre rouge III des libéraux, rappelant que Jean Chrétien n'avait pas rempli les engagements des livres rouges I et II. « Qu'on le chasse de son bureau! a-t-il exhorté ses auditeurs. Le gouvernement fédéral de Jean Chrétien ne respecte pas la démocratie et il ne respecte pas ceux qui travaillent dur pour gagner leur argent. »

À Trenton, 200 personnes sont venues, au petit matin, entendre le chef de l'Alliance parler des nombreuses promesses non tenues par les libéraux depuis sept ans. À Napanee, ils étaient 400 et à Brockville quelque 500 personnes qui ont pu entendre le chef de l'opposition officielle énumérer la liste des promesses brisées de Jean Chrétien : abolir la TPS, adopter une loi sur les jeunes contrevenants, garder intact le système de santé, restaurer les fonds aux forces armées, éliminer le gaspillage et l'inefficacité du

gouvernement, favoriser les votes libres aux Communes, éliminer le favoritisme, gouverner avec ouverture et transparence, etc.

Stockwell Day a traité Jean Chrétien de « briseur de promesses » et il lui a reproché de diriger le pays selon une conception hégémonique du pouvoir. « La démocratie a été ébranlée dans notre pays, a-t-il affirmé, en raison de cette accumulation incroyable de pouvoirs dans le bureau du premier ministre. »

« Moi, Stockwell Day, je vous dis que c'est en vous que je place ma confiance, ce n'est pas en Jean, en Jane ou en Sheila. »

Élargir la démocratie

M. Day a opposé aux méthodes de gestion de M. Chrétien l'assurance que l'Alliance allait permettre le vote libre aux Communes, qu'elle allait permettre aux électeurs de révoquer les députés qui représentent mal leur circonscription, que les importantes nominations au gouvernement seraient soumises à l'examen du Parlement, que les sénateurs seraient élus et que les élections seraient tenues à date fixe. « C'est un pro-

gramme de respect envers les citoyens », a renchéri le chef allianciste.

« Nous devons élargir la démocratie, a dit Stockwell Day, afin que le pouvoir ne soit pas entre les mains d'un seul homme, surtout lorsqu'il s'agit de celui qui a la plus longue liste des promesses brisées. »

M. Day a condamné le fait que les libéraux de Jean Chrétien aient été autorisés en sept ans à un seul vote libre aux Communes. « Il parle tout le temps de la Charte des droits et libertés, a-t-il dit encore à propos de M. Chrétien, et il se sert de vos dollars pour écraser la liberté d'expression. »

« Plus une personne possède de pouvoirs, a-t-il ajouté, plus elle risque d'être corrompue. Le premier ministre a donné le pire des exemples en 17 ans, comme l'a rappelé récemment le commissaire à la vie privée qui n'a pas cessé de parler dans son rapport, à propos de la gestion des affaires publiques par le bureau du premier ministre, de secrets, de secrets et de secrets. »

M. Day s'est défendu d'avoir usé d'un ton « plus vicieux » envers le premier ministre. « Je n'ai pas besoin de le tailler en pièces, a-t-il dit, son propre bilan politique se charge de le faire. »

Valorie Day mêlée à une controverse sur l'avortement

GILLES TOUPIN

BROCKVILLE, Ont. — Stockwell Day est venu au secours de son épouse hier. Valorie Day a été prise au coeur d'une polémique qui l'associait à un réseau de centres d'aide pour jeunes filles enceintes, soupçonné d'utiliser des méthodes douteuses pour que ses clientes renonceraient à se faire avorter.

W-5, une émission de la chaîne CTV, a révélé jeudi soir qu'un Centre d'aide à la grossesse de Calgary avait littéralement bombardé une jeune femme de 19 ans, prénommée Lee, de fausses informations médicales sur les conséquences d'un avortement, dans le but de l'effrayer et de la persuader de se rendre au terme de sa grossesse. La jeune femme, troublée, a attendu jusqu'à la vingtième semaine avant de se faire avorter.

Les enquêteurs de W-5 ont infiltré le centre en question pendant trois mois pour découvrir qu'il s'agissait d'une clinique faisant partie d'un vaste réseau de 600 cliniques nord-américaines dirigées par une organisation chrétienne pro-vie nommée Care-net.

W-5 a également appris, au cours de son enquête, que Valorie Day avait participé en 1988 à la fondation de l'un de ces centres à Red Deer, en Alberta, le Red Deer Crisis Pregnancy Centre Society. Le président de ce centre a affirmé cependant que Mme Day « n'était plus associée à ce centre depuis

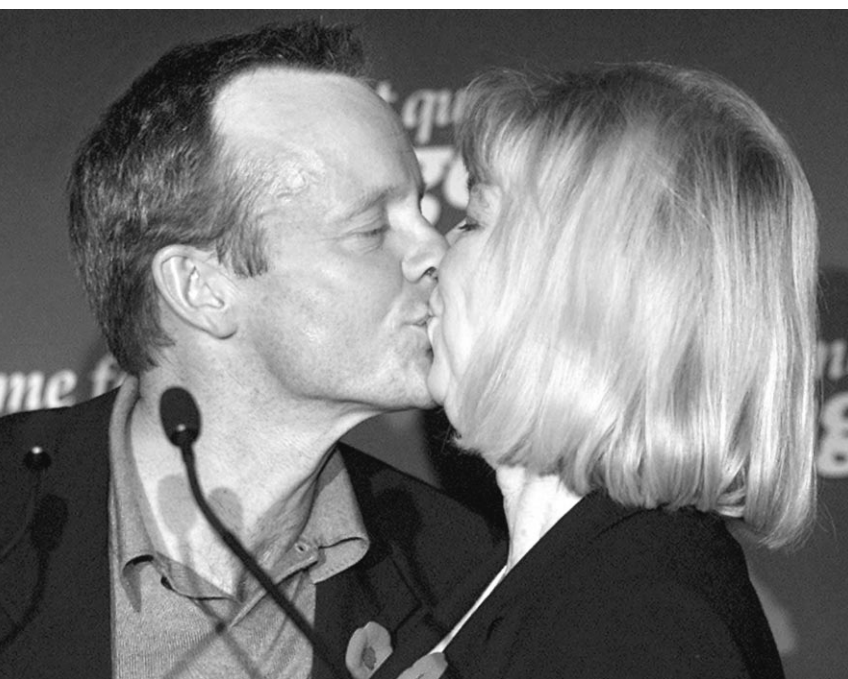


Photo PC

Tandis que le chef allianciste Stockwell Day commence à prendre ses adversaires de haut, les désignant notamment par leurs seuls prénoms, son épouse, Valorie, était mêlée à une polémique sur les pratiques pratiquées par une clinique d'avortement.

1991 ». La femme du chef de l'Alliance, qui accompagne son mari en campagne électorale, a refusé de commenter ces révélations.

M. Day, qui a déjà exprimé par le passé ses convictions pro-vie, a pour sa part répondu aux questions des journalistes hier et a affirmé qu'à sa connaissance le centre

d'aide de Red Deer ne s'adonnait pas à de telles pratiques lorsque sa femme en était membre.

« Je puis vous dire que je ne connais personne d'autres dans le monde qui vienne autant en aide aux gens que ma femme, a-t-il déclaré. Et je suis fier de cela. Il y a de bonnes personnes qui travail-

lent dans ce centre et les citoyens de cette circonscription contribuent à sa bonne marche. Qu'il s'agisse de centre d'aide aux femmes ou de tout autre centre d'aide financé par les deniers publics, il faut s'assurer tout le temps que les procédures soient claires. C'est pourquoi je en dis ouvertement que s'il y a une enquête publique à faire pour améliorer le centre, qu'on la fasse. »

Des subventions

CTV rapportait également que le centre de Red Deer avait reçu sur une période de trois ans quelque 700 000 dollars de subventions des programmes du ministère du Développement des ressources humaines (DRHC), programmes tant décriés par l'Alliance canadienne. Le député fédéral réformiste, Eric Lowther, qui fait face cette année à Joe Clark dans Calgary-centre, aurait applaudi la subvention fédérale en question.

M. Day a rappelé hier que les députés assistaient à toute sorte de cérémonies d'inauguration dans leur comté. « En appuyant le travail que ces gens-là font par votre présence, a-t-il expliqué, vous ne pouvez pas toujours garantir que tout ce qui est dit par chacun des employés ou chacun des volontaires soit toujours véridique à 100 %. » M. Day affirme que cette affaire n'entache en rien la lutte de son parti contre la mauvaise administration des programmes de DRHC par le gouvernement Chrétien.

Au Québec, Alliance mise sur des candidats de toutes les provenances

Ex-consultante holistique, étudiant en théologie, policier à la retraite

MARIE-CLAUDE LORTIE

FAISANT FI DES prédictions désobligeantes, l'Alliance canadienne semble sur le point de tenir son pari de recruter 75 candidats au Québec, même si le parti a dû aller les chercher parfois aussi loin qu'en Colombie-Britannique...

Le candidat de l'Alliance dans Vaudreuil-Soulanges, Dean Drysdale, est en effet un professeur de secondaire de la vallée du Fraser, dans la province de l'Ouest, et est venu prêter main forte à l'Alliance ici parce qu'il n'y avait plus de places libres là-bas.

Ce sont les gens de l'Alliance au Québec qui l'ont appelé, sachant qu'il parlait français et qu'il était à la recherche d'un comté.

M. Drysdale, qui a 36 ans, est installé au Québec depuis lundi dernier. Ce qui lui plaît le plus du programme de l'Alliance : la guerre au gaspillage. « Un milliard de gaspillé au ministère des Ressources humaines, ça représente 120 \$ par famille. C'est énorme », dit M. Drysdale, qui a déjà été en faveur de la peine de mort mais ne l'est plus, à cause des erreurs judiciaires. Il ne voudrait pas qu'on tue un innocent. Par contre, il est en faveur des peines à perpétuité qui durent vraiment toute la vie, sans aucune libération conditionnelle. Et il est contre le libre choix en matière d'avortement (pro-vie). Mais il n'a pas l'intention de partir en bataille là-dessus. « Le pays est trop divisé pour ça. »

Stephany Crowley, 31 ans, se présente pour l'Alliance dans Gatineau. À 31 ans, elle se décrit comme une femme d'affaires qui défend les valeurs familiales. Ancienne « consultante holistique », elle se spécialise dans la vente et le marketing de produits de « santé naturels ». Née à Montréal dans une famille libérale, elle a changé de cap parce qu'elle n'en pouvait plus « d'entendre les libéraux dire une chose et faire l'inverse ».

Jacques Laurin, policier à la retraite, se présente dans Drummond. Ce qui lui plaît le plus du programme de l'Alliance ? « Moi j'aime ça



Dean Drysdale, qui a 36 ans, est installé au Québec depuis lundi dernier. Ce qui lui plaît le plus du programme de l'Alliance : la guerre au gaspillage.

quand M. Day dit qu'il travaillera pas le dimanche et qu'il ne le fait pas. » La peine de mort ? « Je ne serais pas contre qu'on ramène ça. » L'avortement ? « Je suis en faveur du choix. » Ses prédictions ? « On va avoir un gouvernement minoritaire, et la prochaine fois, c'est là qu'on va revenir, fort. »

Mark Quinlan, 23 ans, est candidat dans

Sherbrooke. Ancien conservateur converti à l'Alliance, il espère bien aller chercher le vote bleu qui a porté Jean Charest dans son ancien comté. « On ne parle pas beaucoup de nous au national, mais sur le terrain, ça roule. Je me sens vraiment dans la course. Je ne suis pas un poteau ! » lance-t-il. *La Tribune* a écrit que c'était lui qui s'était le mieux débrouillé la semaine dernière, dans un débat à la radio locale entre tous les candidats. Son approche ? « J'explique aux gens que l'Alliance veut décentraliser le Canada, comme le Québec le demande depuis 40 ans. »

C'est ce sur quoi insiste aussi Jean-Guy Mercier, un député péquiste de 1976 à 1981 dans Berthier, administrateur de profession, qui est maintenant candidat de l'Alliance dans Saint-Maurice, contre Jean Chrétien. « Il faut que les gens comprennent qu'on a des amis au Canada anglais qui font la même lecture que nous des problèmes du Canada et qui veulent eux aussi décentraliser », dit-il. Pense-t-il gagner contre le premier ministre ? « On a bon espoir. Il y a beaucoup d'insatisfaction à son endroit », répond-il.

Douglas Schroeder-Tabah, lui, se présente en terre nationaliste, dans Chicoutimi, où André Harvey, le député sortant élu en 1997 chez les conservateurs, est passé chez les libéraux. M. Schroeder-Tabah, un ancien militant pro-vie, est retourné à 46 ans aux études pour faire un doctorat en théologie, après avoir perdu son emploi de gérant dans une boutique de vêtements pour hommes Tip-Top. Pourquoi a-t-il choisi l'Alliance ? « Pour le renouveau, la transparence. » D'après lui, le parti de Stockwell Day est un parti social-démocrate qui demande des changements économiques justement pour sauvegarder les acquis socio-démocrates du Canada. A-t-il été attiré par l'importance qu'attache M. Day envers la religion ? « Ça m'a probablement aidé à faire le saut plus vite », dit ce pasteur, qui croit que l'accès à l'avortement devrait être « mieux encadré » au Canada.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courrier électronique: elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 22 JOURS AVANT LE VOTE

Un cynisme typiquement libéral

Duceppe s'indigne du mea-culpa de Chrétien au sujet de l'assurance-emploi

ALEXANDRE SIROIS

AMOS – Le mea culpa de Jean Chrétien au sujet de l'assurance-emploi, prononcé hier au Nouveau-Brunswick, a semblé piquer Gilles Duceppe au vif. L'air offensé, le chef du Bloc a vigoureusement condamné le premier ministre, et a carrément qualifié l'événement de « tournant de cette campagne ».

« Si M. Chrétien pense s'en sortir avec ses promesses et ses actes de contrition, ce cynisme typiquement libéral de venir dire : excusez-moi j'ai fait une erreur... C'est pas suffisant ! » a lancé le chef du Bloc, lors d'un discours à la brasserie Le Faubourg, à Amos.

M. Duceppe a sommé le premier ministre de rectifier le tir immédiatement : « Il ne suffit pas de reconnaître ses erreurs, il faut les corriger. C'est à ça qu'on s'attend d'un premier ministre », a-t-il dit.

« Qu'il remette les 38 milliards

qu'il a volés aux chômeurs et aux chômeuses, a précisé le bloquiste. Qu'il remette, dans les cinq prochaines années, 25 milliards dans la caisse d'assurance-chômage. Et je lui demande d'agir immédiatement. »

En tournée en Abitibi-Témiscamingue, M. Duceppe a également reproché aux libéraux de ne pas avoir proposé de modifications à la Loi sur l'assurance-emploi à même le livre rouge, publié mercredi. Il a promis de ramener le sujet sur la table au cours des débats nationaux, mercredi et jeudi.

Plus tôt dans la journée, à Rouyn-Noranda, M. Duceppe avait tenté de faire le plein d'électeurs en accusant les libéraux d'être en partie responsables de la flambée des prix de l'essence au pays, au même titre que les grandes pétrolières.

Le chef bloquiste n'y est pas, là non plus, allé de main morte. Il a dénoncé la « collusion » des pétrolières qui se partagent le marché canadien (Esso, Petro-Canada, Shell et, au Québec, Ultramar), affirmant qu'elles se sont concertées pour tenter de faire disparaître les détaillants indépendants, et ainsi pouvoir revoir les prix de l'essence à la hausse.



Photothèque La Presse®
Le chef du Bloc, Gilles Duceppe juge que les excuses exprimées par Jean Chrétien, en reconnaissant son erreur, ne sont pas suffisantes.

C'est que les principales pétrolières, au pays, contrôlent toutes les étapes de production de l'essence, a souligné M. Duceppe : de l'extraction à la vente au détail, en passant par le raffinage et la distribution.

« Parce qu'ils font leurs profits sur le raffinage ou la distribution, ils sont prêts à en perdre au détail et ils sont capables d'assumer ces pertes », a dit le leader souverainiste, qui venait tout juste de rencontrer des distributeurs indépendants et des représentants de l'industrie du transport, dans une région où les hausses du prix à la pompe sont difficiles à encaisser.

« Ce qui est l'abus, c'est qu'en même temps que les augmentations des prix du baril, ils ont plus que doublé leur marge de raffinage, et puis triplé les marges de profit sur le baril du pétrole. Ça devient difficile », a confirmé Jean-Marie Dupont, un détaillant indépendant de Rouyn-Noranda, à l'issue de la rencontre.

Collusion au deuxième degré

M. Duceppe a soutenu que le gouvernement libéral, qui tente de pallier les répercussions des hausses du prix de l'essence en expé-

diant « des chèques » aux Canadiens, fait fausse route. « La seule façon d'aider les familles à faibles revenus, c'est d'empêcher ce contrôle monopolistique de trois grandes compagnies », a-t-il dit, ajoutant qu'Ottawa devait aussi éliminer la taxe d'accise et encourager la recherche de sources d'énergie alternatives.

Huit États américains interdisent actuellement la vente au détail aux compagnies pétrolières qui sont dans le domaine de la distribution. « Et quand on compare ces États avec ceux qui n'ont pas ces mesures, on voit que le prix est beaucoup plus bas que dans le cas où on n'a pas empêché les distributeurs (de vendre de l'essence à la pompe) », a expliqué M. Duceppe.

Le bloquiste a aussi critiqué le gouvernement libéral pour avoir réclamé une étude sur les prix de l'essence au Conference Board, « dont les principaux bailleurs de fonds sont, entre autres, les pétrolières ». Puis, interrogé sur l'inaction du gouvernement Chrétien par rapport à la connivence alléguée des pétrolières, il a laissé entendre qu'il s'agissait de « collusion à un deuxième degré ».

Les vieux démons du Reform se sont évaporés



GÉRALD LEBLANC
ANALYSE

Le chemin parcouru par l'ancien parti de Preston Manning fut illustré d'éclatante façon, la semaine dernière, lors du débat sur le système de santé à deux vitesses.

Un manchette du *Globe and Mail* — L'Alliance appuie un système de santé à deux vitesses — fut accueillie comme un don du ciel par les adversaires de Stockwell Day, attaqué par les chefs des quatre autres partis, le soir au téléjournal. Jean Chrétien clamait avoir maintenant la preuve que Day voulait détruire le système universel de santé et même le Canada.

Le soir même, dans la rubrique « reality check » — qui dit vrai ? — la journaliste de CBC démontrait que Chrétien avait tort et la même démonstration était faite le lendemain matin dans les éditoriaux des deux grands journaux du Canada, le *National Post* et le *Globe and Mail*.

Stockwell Day venait de passer un test capital : il pouvait être au centre du débat sans faire peur au monde, sans paraître extrémiste et dangereux pour les valeurs canadiennes.

On a alors dû débattre des vrais différences entre les programmes de Chrétien et de Day, et on a continué de les montrer chaque soir comme deux candidats également respectables.

En 1997, on se serait contenté de brandir les épithètes extrémiste-dangereux-intolérant-anticanadien et les libéraux auraient continué à voguer allègrement vers le balayage de l'Ontario, le vrai théâtre des élections, en raison de la régionalisation du vote dans l'Ouest et au Québec.

Que s'est-il passé pour que les vieux démons du Reform se soient évaporés et que le nouveau parti de l'Alliance ait soudain acquis ses lettres de respectabilité ?

Le départ du paysan

Tout d'abord, le sacrifice de Preston Manning a permis au parti de se présenter avec un nouveau nom et un nouveau chef. « Manning avait deux problèmes : un d'idéologie et l'autre d'image », explique le professeur Roger Gib-

bins, directeur de la Western Canada Foundation.

« Une question d'image, de cheveux et de timbre de voix, Manning évoquait le paysan débarquant en ville, le westerner arrivant à Toronto. Day n'a pas ce handicap. Il faut donc maintenant débattre des vrais problèmes et si les libéraux ne le font pas, leurs attaques paraissent partisans et non crédibles. »

Michael Adams, président de la firme de sondage Environics, ajoute que Stockwell Day joue ici le rôle de Ronald Reagan, qui a donné à la droite américaine un visage gentil et souriant.

« Il ne faut pas oublier l'importance du leader dont l'image peut faire la différence. Et Day paraît « cool » et aimable, toujours souriant, même quand on l'asperge de lait au chocolat. »

L'usure des autres

Christian Dufour, chercheur à l'ENAP, ajoute un autre élément pour expliquer la nouvelle conjoncture électorale. « Stockwell Day est le seul nouveau venu, le seul qui éveille la curiosité alors que tous les autres chefs suscitent une certaine lassitude.

« Normalement, Jean Chrétien

ne devrait plus être là et son parti l'aurait sans doute forcé à partir devant une probable défaite après l'usure d'une si longue carrière. Ce qui le sauve, c'est le contrôle exercé par l'Alliance sur l'Ouest et par le Bloc sur les Franco-Québécois.

« Les gens ne s'en sentent pas moins tannés de ne pouvoir faire jouer l'alternance, se sentant prisonniers d'une situation bloquée. Ce qui rend plus facile de porter un second regard sur le nouveau venu, d'autant plus que son parti représente maintenant l'opposition officielle, un gage certain de respectabilité au Canada anglais. »

Stockwell Day est toujours un ancien preacher pro-vie et pro-peine de mort, mais ne porte plus les stigmates de l'extrémiste dangereux qu'évoquait encore cet été la page couverture du magazine *Maclean's*. « How scary ? » ou « Faut-il en avoir peur ? » lisait-on en grosses lettres devant la photo d'un sévère Stockwell Day, bien loin du bout-en-train qu'on voit à la télé depuis une quinzaine de jours. /STLes gros mots

La campagne est loin d'être terminée et l'on peut s'attendre à un retour aux attaques plus primaires et plus crues si l'Alliance continue à monter dans les sondages, particulièrement en Ontario où elle doit ar-

racher une trentaine des sièges pour empêcher les libéraux de former un troisième gouvernement majoritaire.

Jusqu'ici, le premier ministre Chrétien se contente d'allusions indirectes — mise en garde contre ceux qui font appel aux côtés sombres de la nature humaine — et répète les mots clés de son message sur les valeurs canadiennes : tolérance, justice, générosité et compassion.

Stockwell Day possède aussi sa liste de valeurs et de mots clés : la famille, le travail acharné, la responsabilité individuelle et le respect.

Si les libéraux maintiennent le cap, on pourra conclure qu'ils estiment ne pas être trop sérieusement menacés par le vent réformiste de l'Ouest canadien.

Si au contraire, le discours et la publicité délaissent le programme de Stockwell Day pour s'attaquer à son image de preacher extrémiste, on pourra déduire qu'il menace la forteresse ontarienne.

Au Québec, où toute la place est prise par les libéraux et les bloquistes, Stockwell Day semble avoir réussi sa seule ambition : démontrer qu'il pouvait se promener chez nous et y susciter un certain intérêt.

QUI DIT VRAI ?

Le rêve libéral pour la R&D

MARIE-CLAUDE LORTIE

DANS SON programme électoral dévoilé cette semaine, le Parti libéral promet de doubler les dépenses en recherche et développement (R&D) du gouvernement fédéral afin de permettre au Canada de se hisser au 5^e rang des pays de l'OCDE au chapitre des dépenses en R&D.

Actuellement, dit le document libéral, le Canada est au 15^e rang. Les libéraux visent le 5^e rang d'ici 2010.

Les tableaux de l'OCDE consultés par *La Presse* disent qu'en 1997 (données les plus récentes disponibles), le Canada se classait au 13^e ou au 14^e rang si on considère les dépenses brutes totales (donc du gouvernement et des entreprises privées) en fonction du PIB.

Le Canada est en 15^e place, a expliqué une agente de communication de l'OCDE à Washington, si on considère uniquement les dépenses des entreprises en R&D.

Selon Benoît Godin, professeur à l'Institut national de recherche scientifique et responsable de l'Observatoire des sciences et des technologies, cette promesse d'augmenter de façon importante les dépenses n'est pas nouvelle. « Ça fait 20, sinon 30 ans que les gouvernements prennent cet engagement, dit-il. On le répète constamment, mais on n'a jamais réussi à le faire. »

M. Godin affirme qu'actuellement, le gouvernement fédéral paie environ le tiers des dépenses en R&D qui sont d'environ

POURCENTAGE DU PIB CONSACRÉE À LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (pays OCDE, 1997)

1. SUÈDE	3,85
2. JAPON	2,91
3. CORÉE	2,89
4. FINLANDE	2,78
5. ÉTATS-UNIS	2,70
6. ALLEMAGNE	2,31
7. FRANCE	2,24
MOYENNE PAYS DE L'OCDE	2,21
8. PAYS-BAS	2,12
9. DANEMARK	1,89
10. ROYAUME-UNI	1,87
11. ICELANDE	1,84
12. NORVÈGE	1,68
13. AUTRICHE	1,60
14. CANADA	1,60

14 milliards au total. On parle donc de dépenses fédérales d'environ 4,5 milliards. Pour les doubler, en dix ans, il faudrait qu'en 2010, Ottawa dépense 9 milliards à ce chapitre.

Est-ce possible ? Oui, dit M. Godin, ce n'est pas un effort surhumain, sur dix ans, si le gouvernement tient le cap et nomme des ministres forts capables de défendre leurs dossiers. La R&D est toujours en concurrence avec d'autres programmes... Et on n'est jamais à l'abri d'une conjoncture économique qui forcerait un retour aux compressions.

Mais est-ce que ce sera assez pour se hisser au 5^e rang ? Dur à dire, parce que rien ne dit que les autres pays n'accéléreront pas le rythme eux aussi. « Aux États-Unis, actuellement, il y a une relance importante des investissements en sciences », dit le professeur Godin.



Photo PC
Le premier ministre Jean Chrétien, a été accueilli par des militants enthousiastes à Belledune, au Nouveau-Brunswick. M. Chrétien a fait campagne sans son épouse.

Blessée au pied, Aline Chrétien se repose

Presse Canadienne

BELLEDUNE, N.-B. — Mme Aline Chrétien s'est blessée au pied et, sur les ordres de son médecin, se reposait à Shawinigan, hier.

L'entourage du premier ministre a confirmé cette nouvelle. Il y a cependant peu de détails : on ne voulait pas dire si elle s'était blessée au pied droit ou au pied gauche, ni dans quelles circonstances.

Mme Chrétien ne se trouvait pas dans l'avion de campagne du premier ministre qui s'est rendu, hier, à Belledune, au Nouveau-Brunswick, et à l'Île-du-Prince-

Edouard. Elle n'était pas non plus aux événements de vendredi, à Montréal. M. Chrétien s'était fait accompagner par sa fille France.

Selon les adjoints du premier ministre, Mme Chrétien a passé la journée de samedi au bureau de comté de Saint-Maurice, à Shawinigan, où elle rencontrait des gens. « Elle n'est pas en chaise roulante, elle peut marcher un peu et s'asseoir », a-t-on indiqué.

M. Chrétien a lui aussi eu un peu de difficulté à monter à bord de son avion, hier. Il a trébuché légèrement et s'est agrippé à la rampe.

Par la suite, menaçant de couper l'accès au premier ministre, l'entourage de M. Chrétien a demandé au photographe et aux chaînes de photo de ne pas diffuser la photo. « Si ces choses ont été dites, elles n'auraient pas dû l'être », a signalé l'attaché de presse du premier ministre, Randy MacAuley.

Mme Chrétien devrait retrouver l'avion de campagne dimanche.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?
Courrier électronique:
elections@lapresse.ca

MONDE

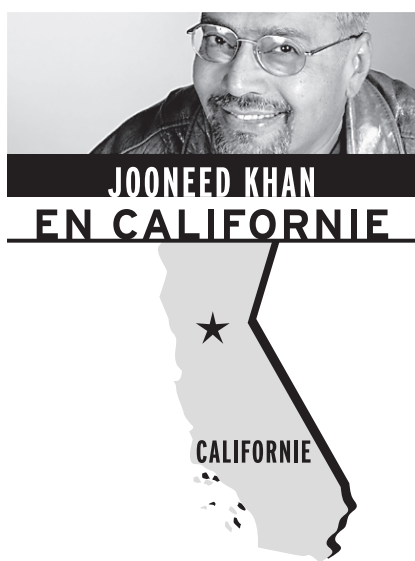


Photo AFP

Le candidat républicain à la présidence, George W. Bush, faisait campagne au Michigan, hier, accompagné de l'ex-chef des forces armées américaines, le général Colin Powell (au centre), et du candidat à la vice-présidence, Dick Cheney (à droite).

Les Californiens de nouveau à l'avant-scène

Il y a le facteur Nader, mais il y a aussi un électorat instable, en pleine mutation



JOONEED KHAN
EN CALIFORNIE

SAN FRANCISCO – Les blitzs d'Al Gore et de George W. Bush en Californie en cette fin de campagne électorale furent orchestrés autour du show télévisé de Jay Leno – mais ils répondaient aussi aux remous perçus dans cet État décisif de 54 votes électoraux au moment où le jeu se resserrait ailleurs, laissant présager un coude à coude historique mardi soir.

Les sondeurs mesurent encore l'effet de la « surprise de novembre » — la condamnation de Bush pour conduite en état d'ivresse il y a 24 ans. Mais les stratèges de Bush, eux, mesurent depuis longtemps les humeurs de cet État qui fut solidement républicain depuis Nixon en 1968 — et ils flairent du mou dans les appuis apparemment solides d'Al Gore.

« Clinton a remporté la Californie en 1992 et 1996, et les démocrates gouvernent à nouveau l'État depuis 1998, mais Al Gore s'est trompé en tenant la Californie pour acquise », dit Ray, agent immobilier installé à deux rues de l'hôtel de ville de San Francisco.

« S'il y a une chose que les Californiens détestent, c'est d'être considérés comme acquis », ajoute-t-il. « Clinton l'avait compris et il consacra beaucoup de temps et d'énergie à l'État après 1992 ; ses amis de Hollywood l'ont bien conseillé et c'est ainsi que la Californie lui renouvela son appui en 1996 », poursuit Ray.

Il y a bien sûr ce décalage de trois heures par rapport à l'est des États-Unis qui fait que le vote californien, malgré ses 54 suffrages sur les 538 du collège électoral, ne vaut souvent rien : John Kennedy, en 1960, et Jimmy Carter, en 1976, furent élus président sans la Californie.

Dur à encaisser pour l'État qui était alors considéré comme le laboratoire de l'Amérique, à l'avant-garde des grandes innovations techniques et des nouvelles tendances culturelles.

Clinton doit d'ailleurs une fière chandelle à Ross Perot, qui coupa l'herbe (républicaine) sous les pieds de George Bush père en 1992 et de Bob Dole en 1996 — et permit au démocrate de recueillir coup sur coup 51 % des suffrages exprimés.

« On ne peut dire de la Californie qu'elle est solidement démocrate, même si elle a voté deux fois Clinton, même si ses deux sénateurs sont démocrates, deux femmes de surcroît, et même si les démocrates gouvernent à Sacramento, la capitale », dit Martha Rowe, informaticienne et lesbienne, sirotant un café devant un exemplaire du



Photo AFP

Baucoup de Verts californiens nient, malgré les dires de Al Gore, que Ralph Nader a trahi leur cause, comme en fait foi la réception qu'il a reçue, vendredi, lors de son passage à Long Beach, en Californie.

San Jose Mercury News.

« Lors des primaires de cette année, par exemple, en mars dernier, les Californiens votèrent à 61 % pour la Proposition 22 interdisant les mariages gays, et à 62 % pour la Proposition 21 permettant de juger comme des adultes des adolescents de 14 ans accusés de meurtre et de crimes sexuels. On n'a plus les démocrates qu'on avait. »

« L'appui de Clinton venait des régions de San Francisco et de Los Angeles, mais le sud, le nord et l'intérieur de la Californie sont restés très conservateurs », explique Steve Rhodes, journaliste au *Bay Guardian*, influent hebdo politico-culturel de San Francisco.

« La Californie est la plus peuplée des États américains avec 32,5 millions d'habitants, mais la population est en pleine mutation, presque autant de gens — deux millions, des Blancs aisés surtout — ayant quitté l'État entre 1990 et 1998 qu'il y a eu de nouveaux arrivants, surtout d'origine asiatique et hispanique. »

Cette année, Bush fils n'a pas de rival à droite ; Pat Buchanan, le candidat de la Réforme, fait à peine 1 % dans les sondages, et Ross Perot lui-même a proclamé son appui au gouverneur du Texas. C'est Al Gore qui est menacé, par le champion des consommateurs Ralph Nader, candidat des Verts et qui a su se rallier l'appui des démocrates de gauche — ceux-là mêmes que les « nouveaux démocrates » comme Gore, et le gouverneur Gray Davis, ont abandonné avec leur glissement vers la droite.

Or le *Bay Guardian* — 170 000 exemplaires distribués gratuitement dans la région de San Francisco, un bassin de 6,6 millions d'habitants crucial pour les démocrates — a annoncé son appui à Nader, la première fois dans ses 34 années d'existence que l'hebdo endosse ainsi le candidat d'un tiers

parti à la présidentielle américaine.

Sa page couverture, évoquant l'Halloween avec des vampires et des chauves-souris, montre Ralph Nader en Superman, Al Gore en moine bouddhiste, et George W. Bush en cow-boy lyncheur, ces deux derniers tenant des liasses de billets verts.

L'hebdo n'est pas tendre envers Gore. Il publie un large extrait du livre critique Al Gore, *A User's Manual*, d'Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair. Et il lui reproche son appui à la peine de mort et son adhésion aux coupures de Clinton dans le programme de bien-être et à l'affectation des 30 milliards ainsi économisés à la police et aux prisons.

Les Verts ont élu, l'an dernier, leur premier représentant au Capitole de Sacramento, en la personne de Audie Bock — mais celle-ci a vite fait défection et, acceptant l'argent des firmes pétrolières, se déclarait « indépendante ». Malgré cela, le *Guardian* endosse cette année une autre Verte, Medea Benjamin, contre la sénatrice démocrate sortante Dianne Feinstein.

Bien sûr, l'équipe du *Guardian* ne veut pas voir Bush à la présidence. Elle est persuadée de l'avance de Gore en Californie, assez en tout cas pour donner son envol aux Verts afin qu'ils atteignent le minimum de 5 % des suffrages pour bénéficier de fonds publics en 2004.

L'équipe se dit consciente de « la nervosité croissante de l'entourage de Gore à propos de Nader », ajoutant même qu'« au moment de mettre sous presse (le 25 octobre), des sondages montrent que Nader menace l'avance de Gore dans des États clés ». Elle reproche à Gore d'attaquer Nader « au lieu de chercher à persuader les indécis et les déconnectés ».

La position du *Guardian* a-t-elle à son tour accéléré la dynamique anti-Gore chez les nadérites en Californie ? Difficile à dire. Toujours est-il que le lundi 30 octobre, le *San Jose Mercury News* titrait à la une : « Soudain, la Californie est à l'avant-scène ».

« Tout le monde, y compris Gore, était tellement persuadé de l'avance démocrate ici que la Californie a été délaissée par tous les partis, qui concentraient leur feu sur le Midwest, sur la Floride, et même sur le Nord-Ouest », dit Mary Anne Ostrom, du *Mercury News*. « C'est une surprise que Bush et Gore sont tous deux ici pour la dernière semaine de campagne », dit-elle.

Clinton aussi, venu soutenir des démocrates pour les aider à reprendre le Congrès fédéral.

Le scénario d'un match nul Gore-Bush mardi, doublé d'une impasse dans les deux Chambres du Congrès, aidé par certains sondages et complaisamment développé par les médias, est mis au compte de l'information-spectacle par Norman Solomon, journaliste indépendant et auteur de *The Habits of Deceptive Media*.

« Mais c'est vrai que l'électorat californien est très fluide, et ce n'est pas seulement à cause de Nader », dit Martha Rowe, qui travailla pour Clinton en 1992 et 1996 mais qui a décroché cette année.

« Les mégafusions des années 1990 ont affaibli le big business et la base républicaine, mais il y a une nouvelle classe de Noirs très aisés qui ont rompu avec les démocrates », explique-t-elle. « Et les Latins ainsi que les Asiatiques ont glissé vers les républicains après les affaires Rodney King et O.J. Simpson, sans oublier Silicon Valley et les travailleurs branchés à domicile qui partagent avec les Asiatiques la mentalité de petit entrepreneur républicain. »

Sur les 15 millions d'électeurs enregistrés en 1998 (par rapport à un électorat potentiel de 23,6 millions), 7 millions étaient démocrates, 5,3 millions républicains, mais près de 2,7 millions étaient « sans affiliation » ou « affiliés à des tiers partis ».

Autant d'éléments qui ont dicté l'offensive de dernière minute des républicains en Californie, avec des visites de Bush et McCain à Burbank, Fresno et San Jose la semaine dernière, et cinq millions de dollars de spots radiotélévisés en dix jours ciblant les Latins et les cybernautes.

Les démocrates ont dû réagir avec Gore et le gouverneur Gray Davis, mais aussi avec Clinton et Bill Bradley à Los Angeles, San Francisco et Oakland, et avec une contre-campagne dans les médias audiovisuels.

« Au minimum, Bush aura obligé Gore à engager une partie de ses ressources en Californie au lieu de lui laisser les mains libres pour se concentrer sur le Midwest et le Nord-Ouest ; et au mieux, il aura aidé les républicains à conserver les 24 sièges (sur 52) qu'ils occupaient à la Chambre des représentants sortante. N'oubliez pas que les démocrates veulent aussi reprendre le contrôle du Congrès, qu'ils ont perdu en 1994 », conclut Mme Rowe.

La contre-culture se heurte au néo-libéralisme

JOONEED KHAN

SAN FRANCISCO — Jeane Hurley habite le district 6 à San Francisco. Mardi, elle est appelée à élire le président des États-Unis, un sénateur à Washington, son représentant au Congrès fédéral, son conseiller municipal, son représentant au sein de la commission de transport régional BART, et ses conseillers scolaires et collégiaux. Elle doit se prononcer en outre sur huit initiatives au niveau de l'État et 18 initiatives à celui de la ville.

Dans l'autobus bondé remontant Van Ness vers le service de volontariat où elle planifie les stratégies, Mme Hurley examine son guide de l'électeur (40 pages, avec un spécimen de son bulletin de vote) et le pamphlet sur les candidats et les initiatives (270 pages). « J'ai demandé à voter par la poste », dit-elle, « parce que je serai à Atlanta la semaine prochaine. »

Comme beaucoup d'autres, elle a planifié avec des amis de son quartier des soirées bière et pizza pour discuter des initiatives soumises.

« Il y en a qui se contredisent », dit-elle. « Comme la K où le maire Willie Brown promet une construction contrôlée d'édifices à bureaux, et la L dont les auteurs veulent soumettre la construction débridée à des normes très strictes de respect des résidents et de fourniture de services. On se demande pourquoi on élit des administrateurs quand il nous faut ensuite intervenir pour légiférer nous-mêmes », commente-t-elle.

Dans les communautés environnantes d'Oakland, Berkeley, Petaluma et Alameda, les électeurs ont leurs propres responsables locaux à élire et leurs propres initiatives à adopter ou rejeter. Mais les électeurs de toute la Californie devront se prononcer mardi sur des projets comme la 36 pour traiter les drogues par la réhabilitation plutôt que par la punition, la 38 sur l'octroi de fonds publics à l'école privée (vouchers), et la 39 pour défaire en partie les dégâts causés à l'école publique par la fameuse Proposition 13 en 1978 (réduction de la taxe foncière).

Ces préoccupations résument bien la dure réalité où piétine en cette veille du XXI^e siècle cette Californie qui domina la seconde moitié du XX^e comme l'antichambre du futurisme : sur la côte du Pacifique, ce n'est plus l'Amérique qui se lance vers l'Asie, ce sont les Asiatiques qui y débarquent en force, apportant leur sens des affaires, et leurs langues et leurs identités de Chinois, de Japonais, de Philippins, de Vietnamiens, d'Indiens, alors que du sud montent les Hispaniques — si bien que les « Blancs de souche » ne sont plus la majorité des 32,5 millions de Californiens.

San Francisco, vieux creuset de libéralisme, de permissivité et de contre-culture, est entre-temps tombé aux mains des mêmes intérêts financiers qui se sont signalés ailleurs durant les années 1990, cette décennie de néo-libéralisme sauvage et de pouvoirs publics éviscérés.

« La bataille de San Francisco », titrait en couverture le *Bay Guardian* il y a trois semaines. Dans un dossier d'enquête marquant son 34^e anniversaire, l'influent hebdo cataloguait une longue liste noire de construction illégale d'édifices à bureaux, de planification urbaine menée par des lobbyistes, de 38 000 résidents menacés d'éviction — « tout ça sous une administration démocrate à l'hôtel de ville », soulignait le reporter Tim Redmond.

San Francisco est aussi aux prises avec les problèmes classiques de circulation congestionnée et d'embouteillages permanents, mais elle a un excellent système de transport en commun — autobus, tramway et métro régional. Une proposition pour ajouter 500 taxis à la flotte urbaine irrite Saïd, chauffeur de taxi d'origine égyptienne : « Ça ne va rien régler, ça va seulement aggraver les embouteillages », dit-il.

C'est aux accents de *Take Back San Francisco* que le *Bay Guardian* annonçait fin septembre ses choix électoraux pour les administrations municipales de la région. Et l'option verte ne se limite pas à Ralph Nader et Medea Benjamin : « Cette ville ne sera-t-elle qu'une mine d'or pour extraire des profits, ou sera-t-elle un havre pour la bonne vie et la poursuite des idéaux humains ? » se demandait Tim Redmond.

D'où le défi qui attend Jeane Hurley et ses amis devant leur long bulletin de vote.

Au Café Cicadia, où vient relaxer le personnel du *Bay Guardian*, Jim Fong, Sam Sharma et Louise Archer s'affichent résolument verts. « C'est une initiative qui n'a que trop tardé », disent-ils, « pour rompre le cercle vicieux des deux grands partis ». Les accusations de Gore prétendant que Nader se fait le complice de Bush ? « Il insulte notre intelligence », disent-ils, « et on est plus décidés que jamais à voter Nader : l'esprit de San Francisco est bien vivant. »

Le match reste serré, à 48 heures du vote

Gore fait un saut chez les Noirs du Tennessee, Bush se rend dans l'État industriel du Michigan

MIKE GLOVER
Associated Press

MEMPHIS, Tennessee — Dernier week-end avant le Jour J. Sur ses terres du Tennessee où son rival le menace, Al Gore a parlé le langage du coeur à l'électorat afro-américain des églises, tandis que George W. Bush, en tête dans les sondages, se débattait avec cette affaire d'arrestation pour conduite en état d'ivresse en 1976, révélee in extremis.

Al Gore a assisté hier matin à un

petit-déjeuner de prière avant de partir pour la Virginie occidentale, traditionnel bastion démocrate où les républicains se portent pourtant bien, et la Pennsylvanie, un des États-clés où l'élection devrait se jouer, avec la Floride et le Michigan.

Ayant besoin d'une forte participation de l'électorat noir dans le Tennessee, qui compte 11 Grands Électeurs, Al Gore a eu des intonations bibliques et appelé les pasteurs à battre le rappel de leur ouailles pour aller aux urnes : « ne confondez pas le voyage avec la destination. Nous avons quitté l'Égypte, mais ne sommes pas encore arrivés à Canaan. La route est encore longue. »

Il a ensuite rappelé le bilan démocrate, et contre les arguments ré-

publicains, qui appellent au changement un pays « fatigué » par ces huit années. « Certains sont fatigués de la prospérité. Certains sont fatigués de 22 millions d'emplois. Je ne suis pas d'accord », a dit Gore.

C'est une véritable partie d'échecs électorale qui s'annonce pour mardi : si les sondages nationaux donnent tous une avance à Bush en intentions de vote, Gore est en tête dans plusieurs des États poids-lourds.

George W. Bush lui, affutait ses couteaux sur un terrain convoité, le Michigan, assisté du général à la retraite Colin Powell, histoire d'expliquer que le vice-président a contribué à entamer le moral de l'armée et sa préparation. Le général a appelé les Américains à ne pas se

laisser distraire par les « petits coups venus des côtés ».

Car le staff républicain tente de minimiser cette « affaire » qui plane sur les derniers jours de campagne, l'arrestation de « W. » pour conduite en état d'ivresse il y a 24 ans. Sur le passage de son cortège dans le Michigan, on pouvait d'ailleurs voir une pancarte : « Bush, rentre chez toi. Mais surtout, ne prends pas le volant. »

« Comme nous arrivons à la fin de la campagne, nous voyons des tactiques désespérées de dernière minute que nous avons déjà vu de la part de l'opposition », a lancé pour sa part le candidat à la vice-présidence Dick Cheney devant des milliers de partisans.

Ripostant aux démocrates qui ne cessent de mettre ses compétences

en doute ainsi que sa maturité, George W. Bush a rappelé qu'il ne s'était jamais caché de ses problèmes personnels du passé. « Je suis fier de vous dire que j'ai appris de mes erreurs », a-t-il lancé.

Mais, alors que les démocrates se défendent d'avoir sorti cette affaire d'alcool au volant, elle ne semble pas impressionner l'électorat. Selon un sondage ABC News, pour huit Américains sur dix, cela n'a rien à voir avec la course à la Maison-Blanche. Et seuls 15 % des 697 personnes interrogées vendredi déclaraient que cela les faisait s'interroger sur ses capacités à être président.

George Bush devait ensuite partir pour la Pennsylvanie et le New Jersey, mais envisageait aussi un passage en Floride, autre État-clé où la course est serrée.



Russie | Le rôle du nucléaire

LES ARMES NUCLÉAIRES resteront le principal moyen de dissuasion pendant les prochaines décennies, a affirmé hier le chef des unités de missiles stratégiques russes, le général Vladimir Iakovlev, cité par l'agence Itar-Tass. « Leur rôle décisif en tant que moyen de dissuasion sera maintenu durant les prochaines décennies. C'est un moyen capable de convaincre tout adversaire qu'une réponse suivra inévitablement toute agression », a-t-il souligné. Selon le général, les armes nucléaires « restent la base de la stratégie de défense » des états détenteurs d'armes nucléaires. — d'après AFP

Maroc | Journaliste expulsé

REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) a « vivement protesté » hier contre le retrait de l'accréditation du chef du bureau de l'Agence France-Presse à Rabat, regrettant « la grave détérioration de la liberté de la presse » au Maroc, selon un communiqué de l'organisation diffusé à Paris. Robert Ménard, secrétaire général de RSF, a écrit au Premier ministre marocain Abderrahmane Youssoufi pour lui demander de « revenir sur cette décision » qu'il a qualifiée d'« inadmissible », poursuit le communiqué. Pour RSF, cette mesure démontre « l'intolérance croissante dont font preuve les autorités marocaines à l'égard du travail des professionnels de l'information et rappelle des pratiques autoritaires en vigueur sous le règne d'Hassan II que l'on croyait disparues ». — d'après AP

Congo-Kinshasa | L'Ouganda s'amène

L'ARMÉE OUGANDAISE a annoncé hier qu'elle prenait le contrôle du nord du Congo-Kinshasa, pour y maintenir l'ordre alors que la rébellion congolaise connaît une nouvelle scission. La rébellion congolaise, qui a pris les armes contre le régime de Laurent-Désiré Kabila en août 1998, est déjà divisée en trois groupes, soutenus par le Rwanda et l'Ouganda. Les rebelles du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), principal mouvement de la rébellion dirigé par Wamba dia Wamba, sont soutenus par l'Ouganda. Ils contrôlent des plantations de café dans le nord du pays, à la frontière ougandaise, mais sont en proie à des querelles internes. — d'après AP

France-USA | Jospin se plaint

LE PREMIER MINISTRE français Lionel Jospin a jugé hier « incompréhensible » qu'un juge américain se soit déclaré compétent pour instruire les plaintes pour spoliation déposées par des survivants de l'Holocauste contre des banques françaises, en lui demandant de « revoir sa position ». M. Jospin qui s'exprimait lors du dîner annuel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a indiqué également que le gouvernement français entendait « faire savoir au gouvernement américain que ces procédures judiciaires seraient non seulement inutiles, mais néfastes aux processus de réparation des dommages subis par les victimes ». Le juge Sterling Johnson, de la Cour fédérale de Brooklyn avait estimé recevables le 7 septembre dernier les plaintes déposées par les avocats des personnes estimant avoir subi des préjudices de la part de banques françaises pendant la Seconde Guerre mondiale. — d'après AFP

Égypte | Violence électorale

QUATRE MORTS et plus d'une soixantaine de blessés, c'est le bilan des affrontements qui ont eu lieu hier en Égypte, en marge des élections législatives, journée qui a vu la police non seulement tirer des grenades lacrymogènes mais aussi parfois ouvrir le feu pour empêcher certains citoyens d'accomplir leur devoir électoral. Les affrontements ont été particulièrement graves dans trois villages du delta du Nil. Des partisans de candidats rivaux en sont aussi parfois venus aux mains quand ils ne se sont pas tirés dessus. Une voiture de police a été incendiée à el-Gamaliyah, dans le delta du Nil, où, selon la police des affrontements entre électeurs d'opinion différente ont fait quatre blessés. — d'après AFP



L'ex-premier ministre israélien Shimon Peres a pris la parole devant quelque 75 000 Israéliens rassemblés hier au square Rabin, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'assassinat d'un autre ex-premier ministre, Yitzhak Rabin, par un extrémiste juif.

Les Israéliens rendent hommage à l'homme de paix Yitzhak Rabin, mais les violences continuent

SERGUEÏ SHAORODSKY
Associated Press

JÉRUSALEM — Un grand rassemblement en faveur de la paix a e lieu hier soir dans le centre de Tel Aviv en mémoire du Premier ministre Yitzhak Rabin, assassiné il y a tout juste cinq ans par un extrémiste juif, alors que le Palestinien Yasser Arafat et l'Israélien Ehoud Barak s'apprennent, une fois encore, à prendre le chemin de Washington pour tenter de ressusciter le processus de paix.

Dans les Territoires palestiniens, de nouveaux heurts se sont produits, même si l'impression prévaut que les violences israélo-palestiniennes ont plutôt tendance à diminuer d'intensité. Si on ne signalait d'ailleurs pas de morts hier — alors qu'il y en avait eu trois vendredi —, le nombre de blessés dépassait toutefois la soixantaine. Parmi ceux-ci, une adolescente arabe de 14 ans, touchée en pleine tête à Hébron alors qu'elle rentrait de l'école ; la jeune Kazala Djaradat a été hospitalisée dans un état critique.

L'armée israélienne a démenti avoir utilisé des balles dites « réelles » dans ce secteur, expliquant que seuls des projectiles en caoutchouc avaient été utilisés. Il s'agit en fait de billes d'acier enrobées de caoutchouc. Quatre militaires israéliens ont aussi été blessés, selon Tsahal.

Les deux parties ont tendance à s'accuser mutuellement de ne pas calmer le jeu. Vendredi, les responsables palestiniens avaient accusé les Israéliens de ne pas donner d'ordre clair de modération à la troupe et de ne

pas retirer les chars des points de friction. « Les Israéliens essayent de s'abstenir de respecter leurs engagements », a déclaré le négociateur palestinien Nabil Chaath à l'agence Associated Press.

Les affrontements ont fait près de 170 morts, palestiniens pour la plupart, en cinq semaines d'intifada (insurrection) palestinienne. L'organisation non gouvernementale américaine Physicians for Human Rights (Médecins pour les droits de l'homme) a dénoncé hier « le recours injustifié à la force » et a demandé « aux autorités israéliennes d'ouvrir des enquêtes et de poursuivre les militaires et les civils » responsables de ces excès. Ce constat figure dans un rapport que vient de rendre public cette ONG dont trois représentants ont séjourné du 20 au 27 octobre en Israël et dans les Territoires autonomes.

La semaine prochaine devrait toutefois voir le retour sur le devant de la scène des poignées de mains assorties de déclarations de bonne intentions. Yasser Arafat devrait en effet rencontrer le président Bill Clinton dès le lendemain de l'élection présidentielle américaine qui a lieu mardi. Ehoud Barak devrait suivre 24 heures plus tard, car il n'est pas question à ce stade d'embrassades israélo-palestiniennes.

En attendant, samedi soir Ehoud Barak devait s'adresser à la foule venue rendre hommage à Yitzhak Rabin et brandir comme lui le rameau d'olivier en reprenant le credo de la paix.

Kyrielle de référendums, y compris sur l'anglais... langue officielle

CLAUDIA RAHOLA
Agence France-Presse

LOS ANGELES — Allocation de fonds pour des scolarisations dans le privé, mariages entre personnes d'ethnies différentes, combats de coqs : le scrutin du 7 novembre est aussi l'occasion pour les Américains de se prononcer par voie référendaire sur une foule de sujets.

En sus de l'élection présidentielle, les électeurs de 42 États se prononcent également sur plus de 200 mesures, dont certaines ont été proposées par les parlements locaux et d'autres proposées par des citoyens ayant réuni suffisamment de signatures.

Sur ces 200 mesures, 25, sans doute les plus polémiques, ont un rapport avec l'éducation, l'un des sujets qui a dominé la campagne présidentielle de l'an 2000. En fait, la plupart des décisions dans ce domaine sont prises au niveau local et étatique et non à Washington par l'administration fédérale.

Les électeurs californiens et du Michigan (nord) devront notamment décider si l'on doit mettre en place dans ces États des « bons scolaires » (vouchers) financés par de l'argent public et distribués aux parents désireux d'envoyer leurs enfants dans le privé pour les aider à financer cette scolarité.

En Californie, plus de six millions d'élèves pourraient être candidats à cette aide, tandis que dans le Michigan, la mesure serait limitée aux enfants des écoles publiques les plus en difficulté.

Dans l'Arizona, comme ce fut le cas en Californie il y a deux ans, les électeurs pourraient supprimer l'éducation bilingue qui a permis pendant de nombreuses années à des dizaines de milliers d'enfants d'immigrants, spécialement d'origine latino-américaine d'étudier dans leur langue maternelle tout en apprenant l'anglais.

Une autre initiative soumise au référendum dans l'Utah, imposerait l'anglais comme unique langue officielle dans cet État.

Un autre sujet de référendum est la protection des animaux. L'Oklahoma pourrait rendre illégaux les combats de coqs et le Massachusetts les courses de lévriers, tandis que dans l'Oregon et l'État de Washington, c'est l'interdiction des pièges à gibier qui est en jeu.

La légalisation de la marijuana à des fins médicales, un des enjeux des législatives de 1998, réapparaît au Nevada et dans le Colorado, tandis qu'en Alaska elle pourrait être complètement légalisée.

Les personnes à l'origine de ce mouvement considèrent que les États-Unis ont perdu leur guerre contre les drogues et ont lancé des référendums en Californie et au Massachusetts pour obliger la justice à faire traiter les personnes coupables de consommation ou de possession de drogue au lieu de les envoyer en prison.

D'autres sujets courants sont l'interdiction du mariage entre personnes de même sexe, qui après Hawaï, l'Alaska et la Californie, pourrait s'étendre au Nevada et au Nebraska.

Les électeurs du sud de l'Alabama seront appelés à se prononcer sur l'abolition dans sa constitution de la dernière interdiction des mariages inter-raciaux existant aux États-Unis.

À l'avenir, les référendums pourraient porter sur de nouveaux sujets comme le contrôle des armes à feu, notamment au Colorado et dans l'Oregon deux États qui ont été récemment le théâtre de tragédie liées aux armes à feu dans les écoles.

Geste de bienvenue du Conseil de l'Europe envers Belgrade

Associated Press

ROME — Les portes du Conseil de l'Europe sont ouvertes à la Yougoslavie, a assuré hier le secrétaire général de l'organisation à Rome où plus de 50 pays étaient réunis pour deux jours à l'occasion du cinquantième de la Convention européenne des droits de l'Homme.

« Nous saluons le choix courageux du peuple serbe », a déclaré le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, à l'issue des deux jours de la conférence de Rome. « La porte est ouverte pour la République fédérale de Yougoslavie », a-t-il ajouté.

M. Schwimmer a reconnu que la « transition » vers une vraie démoc-

ratie risquait d'être « longue et difficile ». Mais, a-t-il ajouté, le Conseil de l'Europe est prêt à « offrir toute l'aide possible pour remplir les conditions de l'adhésion » à l'organisation.

Le nouveau président yougoslave Vojislav Kostunica a été convié à la réunion des ministres du Conseil de l'Europe qui se tiendra le 9 novembre à Strasbourg, a fait

savoir le ministre italien des Affaires étrangères Lamberto Dini. L'entrée au Conseil de l'Europe constituerait une nouvelle étape vers la fin de huit années d'isolement international de la Yougoslavie, récemment réadmise au sein des Nations unies.

Les délégués réunis à Rome ont discuté des moyens de renforcer la protection des droits de l'Homme.



Photo AP

La France serre la vis : hier, le navire *Kuivastu*, battant pavillon estonien, a été toué au port de Cherbourg dans la Manche, après que les autorités eurent décelé un dangereux tangage du bâtiment. L'incident survint après que le navire italien *levoli Sun* eut coulé mardi au large des côtes normandes emportant avec lui 6000 tonnes métriques de produits chimiques.

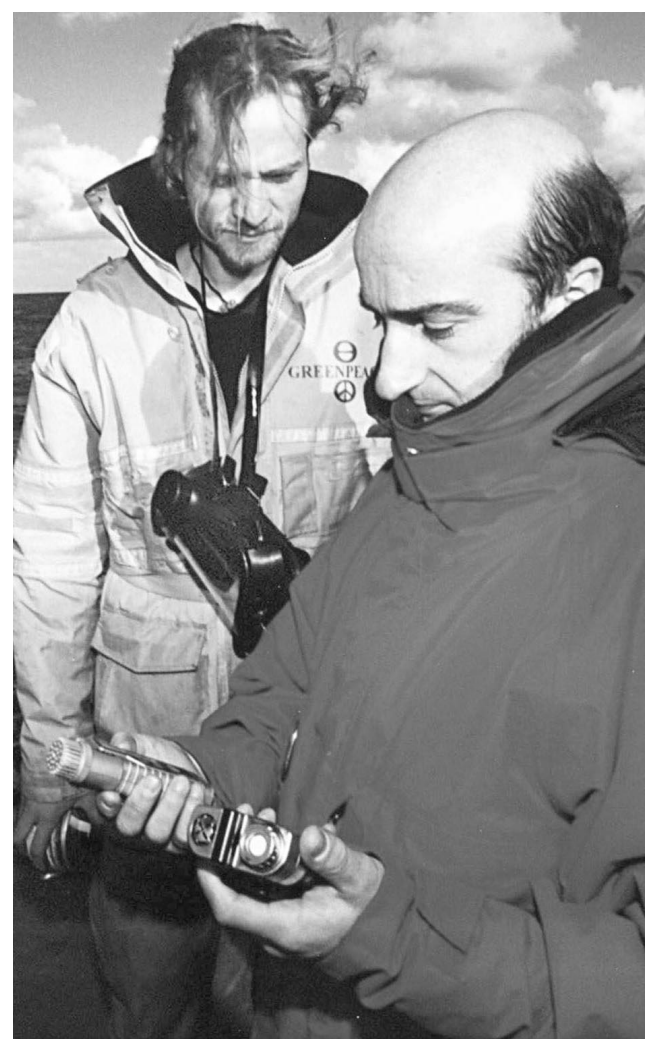


Photo AP

Un expert de Greenpeace (à gauche) et un haut fonctionnaire des autorités maritimes françaises à la recherche de traces qu'aurait pu laisser le *levoli Sun*.

Manche : le canal des catastrophes maritimes



PARIS — La Bretagne et le Cotentin (pointe nord de la Normandie) n'ont pas le monopole des catastrophes maritimes et des marées noires. Il y en a eu ailleurs, quelques-unes en Méditerranée, d'autres au large de l'Afrique du Sud. Il y a eu l'Exxon Valdez sur les côtes de l'Alaska en 1989.

Cependant, il faut convenir que cette façade maritime nord-ouest de la France a eu plus que sa part des marées noires. Et surtout : elle a eu à intervalles plutôt rapprochés les plus colossales marées noires des dernières décennies. En 1978, l'*Amoco Cadiz* a déversé la bagatelle de 220 000 tonnes de brut sur le nord de la Bretagne, recouvrant 360 kilomètres de côtes entre Brest et Saint-Brieuc.

Tout récemment, c'est-à-dire il y a onze mois à peine, un supertanker battant pavillon maltais, l'*Erika*, faisait naufrage devant la côte

ouest de la Bretagne, avec 120 000 tonnes de pétrole brut à son bord.

Dans les trente dernières années, on dénombre une demi-douzaine de naufrages de pétroliers dans cette zone, notamment devant Brest et l'île d'Ouessant, où la mer est particulièrement dangereuse.

Cette semaine, ce n'était pas un pétrolier qui coulait par le fond, mais un chimiquier italien du nom de *levoli Sun* qui coulait par 70 mètres de fond, avec à son bord 6000 tonnes de produits toxiques, en particulier 4000 tonnes de styrène, dont les fuites pourraient menacer la faune et les activités de pêche dans cette zone. Selon les experts, les risques de contamination majeure sont écartés, et des scénarios comparables à celui de l'*Erika* sont impossibles. Il n'en reste pas moins que des milliers de tonnes de produits nocifs traînent par le fond, et que les opérations de transvasement de l'épave s'annoncent longues et onéreuses. Quant à savoir avec certitude ce qui se passera dans un proche avenir en cas de fuite majeure, c'est une autre affaire. Le *levoli Sun* demeure pour l'instant une bombe à retardement en face de Cherbourg et de la pointe du Cotentin.

L'exaspération et l'inquiétude des populations de Bretagne et du Cotentin, qui se réveillent à chaque nouvelle catastrophe, sont plutôt compréhensibles. Les habitants de ces régions sont dans cette situation

singulière où ils voient passer sous leur nez une sorte de convoi ininterrompu de monstres de la mer, à commencer par des super-pétroliers de 500 000 tonnes.

L'académicien, romancier, ancien ministre et marin émérite Jean-François Deniau, est un bon connaisseur de la mer et de ces problèmes. À 72 ans, il occupe encore une fonction officielle au ministère de la Mer à Paris.

La situation qu'il décrit fait froid dans le dos, à savoir que le passage maritime concerné, entre les côtes anglaises et l'île d'Ouessant, puis dans l'étroit couloir de la Manche, est tout bonnement le passage maritime « le plus fréquenté de la planète ». Tous les supercargos venus du monde entier empruntent ce passage pour aller à la fois vers Londres, vers Rotterdam (le premier port au monde), les ports belges et allemands.

« Lorsqu'on fait de la voile dans ce secteur, me raconte-t-il, on croise en permanence des mastodontes, qui sont hauts de plusieurs étages lorsqu'ils reviennent à vide. Dans ce couloir maritime étroit, où les courants violents et la proximité des côtes rendent la navigation dangereuse, on voit passer 300 cargos par jour. Un peu comme les Boeing qui font la queue à Roissy pour décoller. Et sur une bonne partie du parcours, les courants marins poussent fatalement la marée noire vers les côtes françaises. »

L'intensité du trafic est telle, explique-t-il, qu'après la catastrophe de l'*Amoco Cadiz* en 1978, on a mis en place de très hauts postes de contrôle, un peu à l'image des tours de contrôle dans les aéroports. Trois « rails », c'est-à-dire des couloirs maritimes très précis ont été dessinés pour éviter les risques de collision. Par ailleurs, c'est la tour de contrôle géante de l'île d'Ouessant qui, dans le sens ouest-est, donne aux cargos l'autorisation de s'engouffrer dans cet étroit passage.

Le premier problème qui se pose est bien entendu l'état des cargos en circulation. En ce qui concerne l'*Erika*, il s'agissait notamment de ce qui se fait à peu près de pire dans la marine marchande : un vieux rafiot sous pavillon de complaisance, un équipage disparate et mal payé, des contrôles déficients. Ce n'est pas le cas du *levoli Sun* : un cargo qui n'a que onze ans, qui navigue sous pavillon italien avec un équipage italien « normal ». Les contrôles et les réparations ont-ils été satisfaisants ? La question se pose, puisque le bateau a obtenu des autorités de contrôle la très mauvaise note de 32 (à 35, on perd l'autorisation de navigation).

« Ce bateau, dit Jean-François Deniau, n'était quand même pas une pouibelle flottante, et à son âge, il pouvait très bien supporter la forte tempête de lundi et mardi dernier. En fait, on pourrait et les

normes de sécurité sur ces bateaux, mais en mer il y a toujours l'impondérable. Et aucune mesure de sécurité ne met totalement à l'abri d'un naufrage. »

L'autre problème, c'est celui de l'autorisation de s'engager dans ce couloir « des naufrages » :

« On pourrait, dit Deniau, envisager une sorte de contrôle strict à chaque extrémité de ce couloir, et la possibilité d'en interdire l'accès lorsque la mer est vraiment trop mauvaise. Mais alors que faire avec ces bateaux ? Il faudrait obligatoirement prévoir de gigantesques parkings temporaires lorsqu'il y a tempête. Ce qui supposerait tout de même la construction coûteuse d'installations portuaires adéquates côté français ou britannique. Mais également un coût financier énorme pour l'immobilisation temporaire de ces supercargos... »

Les pays directement concernés — France et Grande-Bretagne pour commencer — sont-ils disposés à de telles dépenses ? On n'en est pas là pour l'instant. En ce qui concerne le premier point, c'est-à-dire l'aggravation des normes de sécurité pour les super-pétroliers ou chimiquiers, « les principales puissances maritimes, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Grèce, n'y sont pas favorables », estime Jean-François Deniau.

Le *levoli Sun* n'est donc pas le dernier monstre de la mer à sombrer devant les côtes françaises.

Qu'est-ce qu'un Suédois peut-il diabler pouvoir enseigner aux Anglais ?

VERA MURRAY
collaboration spéciale

LONDRES — Les Anglais n'arrêtent pas de se lamenter du déperissement de l'« Englishness » : le système métrique a remplacé les pouces et les yards, le beurre importé de France est désormais plus répandu que le « bon beurre anglais d'autrefois », le monde ordinaire aspire à passer les vacances sur les plages espagnoles plutôt que dans l'herbe mouillée des landes anglaises, la langue est de plus de plus remplie d'américanisms.

Mais rien, décidément rien, ne vaut le sale coup subi par l'ego anglais cette semaine : pour la première fois dans l'histoire du football anglais, un étranger, le Suédois Sven-Goran Eriksson, a été nommé entraîneur de l'équipe nationale !

C'est comme si on plongeait un poignard dans l'âme nationale. « Quel moment triste pour le pays qui a inventé le football » s'est écrié à la télévision Gordon Taylor, le président de l'Association de footballeurs professionnels, « nous avons trahi notre héritage ! »

Plusieurs tabloïds n'ont pas hésité à se lancer carrément dans des diatribes anti-suédoises. « Nous avons jeté notre droit du sang dans un fjord », pouvait-on ainsi lire dans le *Daily Mail*, « nous l'avons vendu à une nation de sept millions de skieurs qui passent la moitié de leur temps dans l'obscurité... »

« À notre époque, une équipe nationale est l'aune de l'identité nationale, le point de mire du sentiment patriotique », pontifiait un éditorialiste. Tandis qu'un des ses collègues osait poser la vraie Question : « Un étranger, peut-il être loyal à son pays d'adoption ? Qu'arrivera-t-il si l'Angleterre fait face à la Suède dans une finale ? ». Dans le milieu du football, on affir-

maît carrément que « les supporters anglais n'allaient pas accepter un étranger ».

On a aussi répété ad nauseam qu'Eriksson était, paraît-il, un admirateur de la poésie tibétaine. On l'a donc qualifié d'« intellectuel », une vraie grille dans le monde pro-légitime et très fier de l'être du football anglais.

Les choses ont empiré lorsque le candidat choisi lui-même a laissé entendre, maladroitement mais justement, qu'il ne comprenait pas la raison de tout ce tapage, puisque l'équipe anglaise « n'a vraiment rien gagné depuis 1996 ».

La BBC, une organisation qui se veut ouverte d'esprit et surtout pas bêtement ethnocentrique, a de son côté tout expliqué sur la Suède cette semaine. On a interviewé des Anglais connaissant ce pays nordique inconnu, et des Suédois, racontant leur admiration pour l'Angleterre. On a même souligné le fait que beaucoup d'Anglais avaient, à l'instar des Suédois, des ancêtres Vikings.

On a aussi longuement analysé la carrière d'Eriksson, qui est actuellement en charge de l'équipe italienne de Lazio dont il a réussi à faire une équipe de première classe. « À la différence de beaucoup de nos entraîneurs indigènes, M. Eriksson parle vraiment anglais », a même hasardé un commentateur de la BBC.

Bien sûr, toute la hargne s'évapora d'emblée, si Eriksson réussit à améliorer le niveau du football anglais. S'il échoue, le ciel s'abattra sur sa pauvre tête.

Des étrangers partout

À propos de l'Angleterre et des étrangers, l'ironie de l'histoire veut que la plus adorée des institutions nationales, la famille royale, soit elle aussi d'origine étrangère. « Ces horribles Allemands ! », avait l'habitude de s'exclamer la princesse Diana à propos de sa belle-famille.

Elle indiquait le fait que les ancêtres de la Reine étaient du pur sang germanique. Le premier roi de cette lignée, George 1^{er}, arrivé sur le trône en 1714, était un insignifiant prince allemand de Hanovre, qui ne parlait pas un mot d'anglais. Il était en fait nettement moins qualifié pour diriger le pays que Sven-Goran Eriksson ne l'est pour diriger l'équipe de football.

De nos jours, toutes les institutions anglaises, sportives, commerciales ou culturelles, grouillent déjà d'étrangers. L'entraîneur de l'équipe nationale du cricket vient du Zimbabwe, le président de l'Association nationale du tennis est un Français et l'équipe de rameurs anglais, gagnante de la médaille d'or à Sydney, doit son succès à un entraîneur est-allemand. Dans la célèbre équipe londonienne du Chelsea Football Club, la majorité des joueurs sont étrangers et l'entraîneur est italien.

Le directeur musical de l'opéra de Covent Garden est un Hollandais, l'orchestre Royal Philharmonic est dirigé par un Italien, la nouvelle galerie Tate Modern par un Danois et un Australien est sur le point de prendre charge du Ballet royal. Le *Times* de Londres est possédé par Rupert Murdoch, un Australien de nationalité américaine, et le *Daily Telegraph*, par le Canadien Conrad Black. Une très riche famille indienne a récemment essayé d'acheter le tabloïd *Express*.

Le grand magasin Harrods, le symbole même de l'Englishness, est depuis des années possédé par un Égyptien, Al Fayed, à qui l'État refuse d'accorder la nationalité britannique. Et les fabricants de voitures aussi anglaises que Rolls-Royce ou Bentley sont allemands.

Même le premier ministre, Tony Blair, n'est pas pure laine, puisqu'il est né en Écosse... Il ne reste vraiment que l'Église anglicane qui soit entre les mains sûres des Anglais.

Le *Koursk* : fin de l'opération de recherche des corps avant le 11 novembre

Agence France-Presse

SEVEROMORSK, Russie — Les plongeurs ont percé hier un nouveau trou dans la coque du sous-marin nucléaire *Koursk*, au niveau du 4^e compartiment, tandis que la marine russe a indiqué que l'opération de récupération des corps ne se poursuivrait pas au-delà du 11 novembre.

« Les plongeurs ont fait un trou dans le 4^e compartiment. Ils sont en train de filtrer l'eau et de préparer les caméras vidéo qui doivent leur permettre d'explorer l'intérieur » de l'épave, a déclaré à la presse un porte-parole de la Flotte

du nord, Igor Babenko, à la base de Severomorsk (nord-ouest).

L'échantillon d'eau prélevé a révélé un taux de radioactivité normal, selon le chef du service de presse de la Flotte du nord Vladimir Navrotski cité par Interfax. Il reste à s'assurer que l'état de destruction de l'intérieur de l'épave permet aux plongeurs d'y pénétrer sans risques.

Jeudi, les autorités militaires russes avaient décidé d'abandonner les travaux sur le compartiment 3 en raison des destructions constatées à l'intérieur.

La décision d'entrer dans le compartiment numéro 4 pouvait être prise dans la soirée, selon M. Navrotski.

Adams rencontrera Blair à Londres, mardi

BELFAST — Le premier ministre britannique Tony Blair et Gerry Adams, chef du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, se rencontreront mardi à Londres pour discuter du processus de paix en Irlande du nord, qui traverse une mauvaise passe, a annoncé M. Adams hier à Belfast.

M. Adams avait appelé la semaine dernière le gouvernement britannique à condamner la décision du chef de l'exécutif biconfessionnel d'Irlande du nord, le protestant modéré David Trimble, d'interdire aux deux ministres Sinn Féin de son gouvernement de siéger au conseil des ministres nord-sud. Ce conseil regroupe plusieurs fois par an l'exécutif de Dublin et celui de Belfast.

M. Trimble avait décidé que les deux ministres seraient exclus de ce conseil tant que l'IRA n'aurait

pas fait de progrès substantiels en matière de désarmement.

« L'IRA a dit de façon très claire les circonstances dans lesquelles elle mettrait ses armes hors d'usage et les conditions dans lesquelles elle engagerait des discussions avec la commission sur le désarmement », a déclaré M. Adams lors d'une conférence de presse hier. « Elle a clairement fait savoir que ces conditions étaient liées aux promesses faites par le gouvernement britannique » notamment en matière de démilitarisation de la province et de réforme de la police nord-irlandaise, a-t-il rappelé.

Selon M. Adams, l'IRA a donné des gages de bonne volonté en permettant fin octobre une deuxième inspection de certains de ses dépôts d'armes clandestins par les deux inspecteurs indépendants chargés de contrôler le désarmement du groupe armé républicain



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The Washington Post The New York Times THE WALL STREET JOURNAL.

Le fantôme de Seattle hante le vote de mardi

Ralph Nader menace Al Gore? Un score de 5 % surtout dérangerait beaucoup de monde à Washington

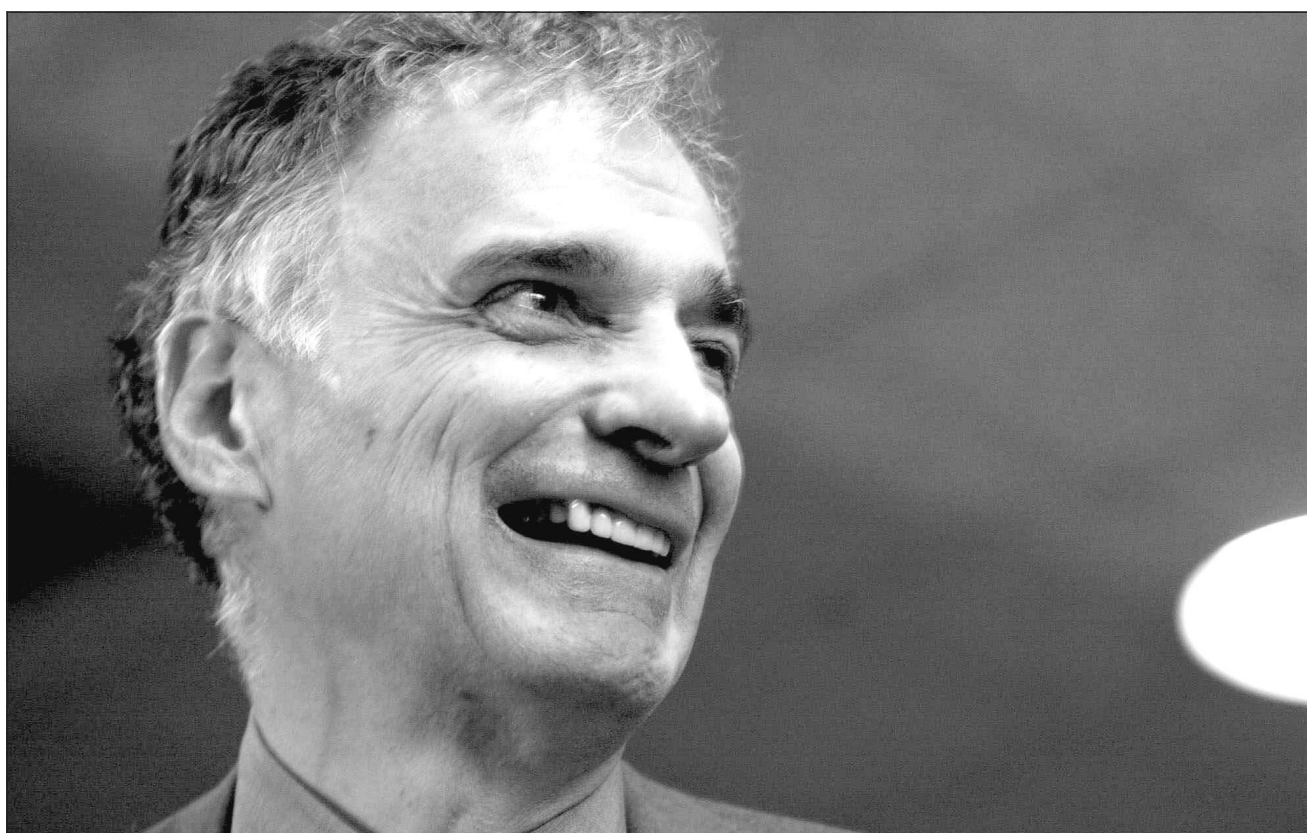
Quelque 10 % des Canadiens voteront Bloc québécois le 27 novembre, sachant fort bien que ce parti n'a aucune chance de prendre le pouvoir à Ottawa. Mardi, de 2 à 5 % des Américains accorderont leurs suffrages présidentiels   Ralph Nader, conscients eux aussi qu'ils ne récolteront de ce fait aucune parcelle du pouvoir à Washington. Dans les deux cas, des segments du corps électoral choisissent consciemment de renoncer au pouvoir, au nom d'espoirs problématiques de voir un jour leurs credos politiques se matérialiser.

Très minoritaires dans leur grande sphère politique respective, leur action n'est pas moins lourde de conséquences. Au Canada, écrivait récemment un politologue dans *La Presse*, la situation crée par le Bloc est en voie d'institutionnaliser une sorte de parti unique au pouvoir, le Parti libéral. Aux  tats-Unis, le caractère radicalement progressiste du Parti vert risque de priver de votes celui qui, en l'absence de Ralph Nader, les obtiendrait naturellement, le candidat démocrate Al Gore, au coude à coude en fin de course avec son adversaire républicain George W. Bush.

Dès juillet dernier, le correspondant de *La Presse*   New York, Richard Hétu, évoquait déjà cette dramatique possibilité d'un finish animé par la présence du candidat Nader. Et ces derniers jours, c'est toute une brochette de commentateurs prestigieux qui ont pris les devants de scène pour semoncer le candidat des Verts.

Le chroniqueur E.J. Dionne Jr, du *Washington Post*, se dit outré qu'à peu près personne, durant la campagne qui s'achève, n'ait évoqué la perspective que par son action, le parti de Ralph Nader non seulement prive le pays d'un président démocrate, mais qu'il contribue ainsi à conférer un pouvoir absolu aux républicains simultanément à la Maison-Blanche, à la Chambre des représentants et au Sénat, une situation qu'on n'a jamais vue depuis 1952.

Un vieil instinct des Américains, dit le chroniqueur, les conduit plus souvent qu'autrement à installer à Washington une sorte de cohabitation, par une distribution parcimonieuse du pouvoir entre candidats démocrates et républicains. Or cette fois-ci, le Sénat (qui ne sera renouvelé qu'au tiers mardi) paraît acquis aux républicains. Les sondages prévoient une baisse de sièges républicains à la Chambre des représentants mais ils pourraient fort bien conserver la majorité. Et même si les démocrates devaient l'emporter par quelques sièges, il se trouve suffisamment d'esprits



Le chef du Parti vert, Ralph Nader, candidat à la présidentielle américaine de mardi, en conférence de presse à Long Beach, en Californie.

conservateurs dans leur groupe pour qu'un éventuel président Bush puisse largement manoeuvrer à sa guise.

Cette évocation par le commentateur du *Post* d'une cohabitation souhaitable à Washington explique peut-être les échos recueillis ici et là en fin de course et selon lesquels les démocrates ont injecté beaucoup d'argent frais dans la campagne ces derniers jours.   l'image du peuple, plusieurs grands brasseurs d'affaires n'aimeraient pas voir une trop forte concentration de pouvoir à Washington, même si leur cœur penche assez naturellement vers les républicains.

C'est dans ce contexte que l'action de Ralph Nader prend toute son importance et la dénonciation du chef des Verts en cette fin de campagne occupe un espace considérable. Pour un *Chicago Tribune* qui appelle en éditorial à voter Bush, les puissantes machines du *Washington Post* et du *New York Times* incitent fortement à voter Al Gore et M. Nader prend des baffes au passage.

Haro sur Nader

Dans son éditorial de vendredi, le *New York Times* se fait cinglant : le progressiste M. Nader, nanti d'une fortune personnelle de quatre millions de dollars, ne craint pas d'affirmer qu'il lui est indifférent que Bush s'installe à la Maison-Blanche, mais comment peut-il ne pas savoir que les b n ciaires de la sécurité sociale et les 45 millions d'Américains privés d'assurance-maladie auraient plus l'oreille de Gore que de Bush ? Pire : comment Ralph Nader peut-il se montrer indifférent au sort qui attend 60 millions de femmes américaines en âge de procréer advenant que le dossier de l'avortement passe aux mains de George W. Bush ?

Ralph Nader, lui, voit plus grand et vise directement au cœur du système politique américain. Dans un article paru dans le *Washington Post* cette semaine, il se demande en quoi, sous Gore ou sous Bush, les officines du pouvoir fonctionneraient différemment dans les ministères comme le Département d'état, le Trésor, la Défense, le Commerce, l'Agriculture et la Justice. Les agences, dit-il, qui gèrent les aliments et drogues, la sécurité routiere, la sécurité au travail et la santé publique marchent aussi mal aujourd'hui qu'elles le faisaient sous Ronald Reagan et George Bush père. Ceux qui préparent l'ordre du jour à Washington, ajoute-t-il, c'est un clan formé de 22 000 lobbyistes venus des entreprises et de 9000 comités d'action politique (les PAC). Sous cette pression, poursuit Ralph Nader, le Parti démocrate en est venu à perdre son identité propre et se comporte de plus en plus comme le Parti républicain, solidement acquin  comme lui aux pouvoirs financiers.

Ce langage paraît plaire aux jeunes, note le *Wall Street Journal*, qui citait vendredi un sondage montrant que 8 % des moins de 30 ans voteront Nader contre 4 % chez les 30-49 ans, 3 % chez les 50-64 ans et 2 % chez les plus âgés. Or, aussi récemment qu'au début octobre, Ralph Nader recrutait également dans toutes les catégories d'âge. Mais ce grand journal près des milieux financiers, dans un article de première page paru quatre jours avant l'élection, fait abondamment parler de simples citoyens admirateurs de Nader mais qui vont voter Gore.

Le ras-le-bol

L'intense battage médiatique anti-Nader dans l'intervalle agace le très conservateur William Safire, chroniqueur au *New York Times* qui, manifestement, aime bien qu'une opinion s'exprime à l'appui de Ralph Nader. M. Safire refuse d'ailleurs de voir dans les appuis à Ralph Nader un bloc compact d'esprits libéral. Il croit déceler à travers les sondages qu'un tiers des appuis au leader vert est fait de simples citoyens qui en ont ras-le-bol du système pour des raisons personnelles, soit comme emprunteurs, comme consommateurs, contribuables ou usagers de services d'éducation ou de santé, des gens parfois qui ont eu une fidélité républicaine.

Ce point de vue, Sam Howe Verhoveer, un autre collaborateur du journal new-yorkais le partage, citant le politologue Bruce J. Schulman, de l'Université de Boston, qui estime qu'aux  tats-Unis, l'émergence de tiers partis finalement traduit davantage une lutte de « la propreté » contre « la saleté » que celle d'une « gauche » ou d'une « droite » contre un système. Le langage dominant, tant chez les Verts de Ralph Nader, que chez les partisans du candidat d'extrême droite Pat Buchanan, cible d'abord et avant tout la « corruption » qu'incarne tout le système bipartiste, les doigts collés à l'argent. On veut faire la grande lessive.

L'historien Zachary Karabell souscrit à cette thèse, qu'appuie son étude de l'ensemble des tiers partis de l'histoire des  tats-Unis. Il estime que tous ces partis, de tout temps, auraient volontiers souscrit au vocable de « R publicrates », employé aujourd'hui par Ralph Nader pour montrer du doigt la classe dirigeante de la République,   Washington. Le credo de Nader voulant que « Gore ou Bush, démocrates ou républicains, c'est tweedledee et tweedledum », c'est- dire du pareil au même, est présent dans toutes les formations tiers de l'histoire politique américaine.

Les effets de tiers partis sur les grands partis peuvent être à l'occasion dévastateurs, comme le redoutent les démocrates dans le vote de mardi. On a déjà oublié que Ross Perot, avec 18,9 % des suffrages à la présidentielle de 1992 — le plus haut score jamais obtenu par un tiers candidat — a fait tribucher George Bush père et permis d'installer Bill Clinton à la Maison-Blanche. Il n'en faudrait pas autant dans la corbeille de Ralph Nader pour que George W. venge son père mardi soir.

Quant   Ralph Nader, concepteur et animateur de la manifestation de rue historique contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, s'il résiste à l'impressionnante campagne médiatique dirigée contre lui aux derniers jours de la campagne, il pourrait décrocher un 5 % du vote, seuil minimum prévu par la loi pour pouvoir toucher les fonds fédéraux en guise de remboursement de frais de campagne. Il voudrait, avec cet argent, ass oir son organisation sur une base solide et efficace, si ge d'une sorte de « Seattle » permanent dans le paysage politique américain. Ce qui ferait beaucoup plus mal éventuellement aux « R publicrates » et leurs bailleurs de fonds que l'élection du « progressiste » Al Gore.

Tout se tient là-dedans.   suivre dans la nuit de mardi, à votre antenne préférée.



The Miami Herald

 garement ?

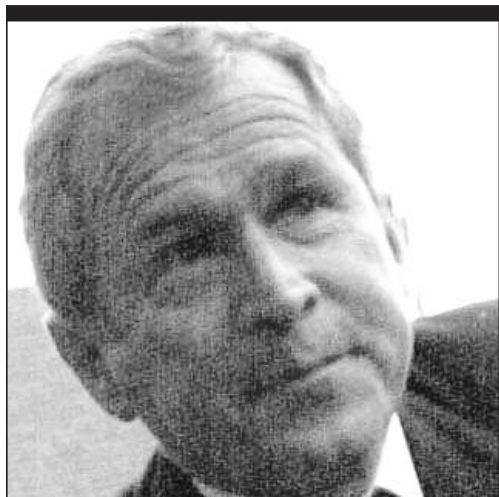
TOUS LES « R PUBLICATES » dénoncés par Ralph Nader ne sont pas nécessairement vendus au pouvoir de l'argent. William Kennard, président de la Commission fédérale des communications, se porte à la défense des radios communautaires contre les grands propri s de la radio, dans un article virulent reproduit par le *Miami Herald*. Les demandeurs : 1200 organismes de 20  tats comme l'Association nationale des  vang listes, la Conférence sur le leadership des droits civils, l'Association nationale d'éducation ou le Conseil national des  glises, qui revendiquent sur les ondes FM de modestes créneaux variant souvent de 10 à 100 watts, coincés entre de puissantes antennes pouvant atteindre les 100 000 watts. Le lobby de la grande radio, regroupé sous le nom de l'Association nationale des radiodiffuseurs (ANR), affirme que la présence de ces radios communautaires est de nature à gêner, techniquement, la diffusion de ses porte-antennes. M. Kennard réplique que des tests ont été faits qui contredisent les prétentions de l'ANR. Il ajoute que les grands diffuseurs eux-mêmes, par le passé, ont déjà sollicité les créneaux intermédiaires requis par les radios communautaires, ce qui est « techniquement » plutôt fallacieux de leur part. L'auteur y d cele une bête question d'argent plutôt que d'idéologie.



The Washington Post

Impeachment

TRÈS SALISSANT la politique.   mesure qu'approche le scrutin, un reporter du *Washington Post* constate que trois des principaux politiciens qui ont orchestré la procédure en destitution du président Clinton au Sénat sont menacés de se faire battre mardi. Il s'agit du représentant républicain Bob Barr Jr, de Géorgie, du représentant Bill McCollum, qui est candidat au Sénat en Floride, et du représentant James Rogan qui brigue un renouvellement de mandat au parlement de Californie. Rogan est celui que le *New York Times* identifiait récemment comme engagé, avec son adversaire démocrate, dans la course la plus c teuse de l'histoire électorale américaine. Le débat officiel, note le reporter du *Post*, porte sur la santé, la sécurité sociale et l' ducation. Mais même en filigrane, dit-il, la procédure en destitution intentée contre Bill Clinton est omniprésente dans la campagne. On ne mesurera jamais l'impact réel de cette question sur les résultats de la campagne en cours, quels qu'ils soient. Une autre campagne qui côte particulièrement cher, c'est celle où s'affrontent Hillary Clinton et Rick Lazio, et son prix se situe dans le prolongement direct de cet épisode de la vie du président. Au point, dit le reporter, que cette élection sénatoriale est devenu une sorte de référendum sur les années Clinton.



FINANCIAL TIMES

 bahissement

LES EUROPÉENS,  crit Philip Stevens, dans le *Financial Times*, de Londres, ne peuvent absolument pas comprendre qu'un « amateur » en affaires internationales comme George W. Bush puisse venir à bout en élection américaine d'un homme expérimenté, articulé — et qui a fait du millage à l'étranger — comme Al Gore. Ils commencent à peine d'ailleurs à comprendre comment un Ronald Reagan, déjà un vieil homme qu'on avait sorti de son vivoir où en pyjamas il regardait ses westerns favoris à la télé, a pu hériter de la Maison-Blanche. C'est ébahis finalement qu'ils ont vu l'individu baisser les impôts et casser le communisme international. L'av nement au pouvoir suprême de ces types de personnage est inimaginable dans un pays comme la France (et au Québec, pourrait-on ajouter, où il n'y a pas eu de morons comme premiers ministres depuis longtemps), la France où pourtant les règles d'accès à la présidence ne sont pas tellement différentes de ce qu'elles sont aux  tats-Unis. C'est que, dit Stevens, un président américain — c'est inscrit dans le sang — doit incarner TOUS les Américains. Distant, le Gore ? Un brin trop intello ? On votera Bush alors.   s'arrête là. Pour le reste, il y aura toujours du monde autour pour s'occuper des affaires du pays. Mais — surtout — personne aujourd'hui ne veut ressembler à Clinton.



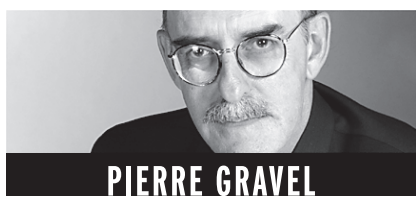
Chicago Tribune

Prolongement

FAUTE DE L'AIMER, les Américains admirent Bill Clinton. Si les républicains, horripil s par Franklin D. Roosevelt qui avait tenu le phare pendant quatre mandats, n'avaient pas, en 1951, fait adopter le 22  amendement limitant une présidence à deux mandats, il n'est pas impossible, vu la passion de Clinton pour la politique, qu'il e t voulu en solliciter un troisième, ce que son parti aurait eu du mal à contrecarrer, écrit le chroniqueur Steve Chapman, du *Chicago Tribune*. George Washington lui-même avait établi la limite des deux mandats, tradition qui fut respectée jusqu'à Roosevelt. Arrive le beau règne de Reagan plus tard, les républicains, en 1987, soit en fin du second mandat, en veulent à leur prédécesseurs d'avoir adopté le 22  amendement et forment un comité pour qu'on l'annule, en vue de la présidentielle de 1988. L'idée plaît à Reagan, qui ne voit pas « pourquoi les gens ne pourraient voter pour quelqu'un aussi souvent qu'ils le veulent ». L'affaire n'a pas marché, mais probablement que Clinton le regrette, qui termine son second mandat plus actif que jamais. Personne ne veut ressembler à Clinton, mais 58 % des Américains apprécient son travail. La plupart des présidents ont terminé leur dernier mandat plus ou moins en touche, certains assassinés, d'autres comme Calvin Coolidge se réfugiant dans une chambre avec une bouteille de whisky pendant 24 heures après avoir refusé de se représenter.

FORUM

Principe louable, mais effets pervers



PIERRE GRAVEL

pgravel@lapresse.ca

En dehors du milieu directement concerné, l'affaire a fait bien peu de vagues. Tout au plus un texte dans *La Presse*, la semaine dernière, mettant en relief une incongruité de plus dans le merveilleux univers de la fonction publique où la logique doit souvent céder le pas devant une interprétation stricte de certaines clauses des conventions collectives.

Il s'agit, cette fois, de l'administration municipale de la Métropole de qui relève la gestion du Centre d'histoire, établi dans le Vieux-Montréal, et dont le directeur, en poste depuis quatre ans, Jean-François Leclerc, détient une maîtrise en muséologie et une autre en histoire. Mais ce dernier, tout comme les sept autres personnes qui y travaillent à plein temps, y compris son adjointe qui y est depuis une dizaine d'années, appartient au groupe dit des employés auxiliaires non protégés par un statut de permanence.

Or, dans le contexte d'une nouvelle répartition des effectifs au sein du Service de la culture, il se trouve que ce dernier devra bientôt céder sa place à une autre employée de la Ville qui, elle, fait partie du personnel permanent. Peu importe qu'elle ait été jusqu'ici affectée au secteur des arts visuels et qu'elle n'ait pas de formation spécialisée en histoire ni en gestion de

musée. En vertu de la sacro-sainte convention collective, elle a préséance sur n'importe quel employé auxiliaire. C'est le processus du « bumping » à l'état pur.

Sans égard aux mérites personnels des personnes impliquées ni aux commentaires élogieux suscités, depuis quatre ans, par le travail de l'actuel directeur, il est assez évident qu'on est ici témoin des effets pervers d'une règle conçue, au départ, pour des travailleurs fondamentalement interchangeables. Établissant la préséance des employés plus anciens sur les nouveaux ou des permanents sur les occasionnels, surnuméraire ou auxiliaires, cet élément classique de toutes les conventions collectives n'a, de toute évidence, jamais été destiné à régir du personnel de direction. Ni à gommer des exigences normales liées à des responsabilités propres à tel ou tel genre d'activités ou de service.

En imposant bêtement l'application d'une procédure qui n'a pas été adoptée à cette fin, on ne fait pas qu'en saper la crédibilité. On alimente aussi l'impression déjà répandue dans bien des milieux que le vrai problème maintenant dans l'administration publique, ce n'est plus tellement le sort de l'ensemble des travailleurs qui y gagnent leur vie. Ce sont les situations aberrantes où peut conduire une interprétation à courte vue de règles mises en place à d'autres fins. Et le danger de saboter ce qu'on a mis tant d'énergie à construire quand on attache plus d'importance à la lettre d'un article de convention collective qu'à l'esprit de ce que la plus élémentaire logique devrait imposer.

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information
 ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef



DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Bulletin scolaire et Eminem



MARIE-CLAUDE LORTIE

Marie-claude.lortie@lapresse.ca

COMME TOUT le monde, les quotidiens anglophones lus à Montréal (*The Gazette*, le *National Post* et le *Globe and Mail*) ont consacré beaucoup de pages aux élections durant toute la semaine.

Mais certains événements ont fasciné particulièrement nos compatriotes anglophones : dans *The Gazette*, le bulletin scolaire remis aux écoles secondaires par l'Institut Fraser, qui donne d'inquiétantes mauvaises notes aux écoles anglophones, l'arrestation de deux hommes de Colombie-Britannique pour la bombe de l'avion de Air India en 1985 (qui avait causé la mort de 329 personnes), la réouverture de la sordide affaire Colin Thatcher et la visite du rapper scandaleux Eminem à Toronto.

D'abord, côté écoles, on a fait grand cas de l'étude de l'Institut Fraser rendue publique à la fin de la semaine dernière sur le classement des écoles secondaires québécoises. Les anglophones y ont en effet appris que, selon cette étude, leurs écoles secondaires sont moins performantes que les écoles francophones. Sur une note de dix, les écoles anglaises ont obtenu en moyenne 5,2 contre 5,9 pour les écoles françaises, secteurs privés et publics confondus.

Parmi les 30 écoles les plus mauvaises, la moitié sont des écoles anglaises, alors qu'elles comptent pour seulement 15 % du nombre total d'écoles secondaires au Québec.

Le journal a publié intégralement les tableaux concernant les écoles publiques et privées anglophones. On a envoyé des reporters dans les meilleures écoles et les plus modestes. On a fait un portrait de la meilleure école publique anglophone, Vincent Massey, et de la meilleure école privée, ECS. On a noté, entre autres choses, que les écoles francophones avaient peut-être eu de meilleures notes parce que leurs décrocheurs, plus nombreux que chez les Anglais, ne faisaient pas baisser les moyennes avec leurs piètres notes puisqu'ils ne sont plus à l'école.

Don Macpherson, columnist, espère que le ministre de l'Éducation, François Legault (qui, note-t-il, envoie ses propres enfants à l'école privée), remarquera dans cette étude que les écoles publiques installées dans des quartiers où les parents peuvent participer financièrement ont de meilleurs résultats que celles qui doivent se débrouiller uniquement avec le « financement inadéquat du gouvernement dont Legault fait partie ».



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Eminem, vêtu de son costume d'Halloween.

En éditorial, le journal a expliqué qu'il était d'accord avec l'exercice. « Les contribuables, qui paient entièrement pour le système public d'éducation et même en partie pour les écoles privées, ont le droit de savoir comment elles se comparent. »

Autre chose qui fascine les Anglos : l'affaire Colin Thatcher, qui est couverte systématiquement par le *Post*. Thatcher, c'est cet ancien ministre provincial de Saskatchewan, reconnu coupable de meurtre, qui demande maintenant que sa peine de prison à perpétuité soit écourtée.

Le rapper scandaleux Eminem a aussi fait couler pas mal d'encre en anglais, la semaine dernière, parce que le ministre de la Justice ontarien (appuyé moralement par Stockwell Day) a essayé, en vain, d'interdire sa visite à Toronto, puis du même coup à Montréal. Eminem, chanteur américain blanc qui a grandi dans un parc de maisons mobiles et extrêmement populaire, chante des choses complètement disgracieuses qui, disent plusieurs, encouragent notamment la violence contre les femmes. « De l'angoisse adolescente poussée à son maximum violent et mélodramatique », a résumé *The Gazette*.

Mais selon Margaret Wentte, une columnist du *Globe and Mail* qui aime bien entrer en collision avec la pensée dominante, Eminem et

autres personnages du genre sont probablement moins malsains que la jeune chanteuse à très grand succès Britney Spears et Céline Dion. Elle appelle la première « une invitation à la pédophilie », avec son personnage d'enfant hypersexualisé. Sur Céline, elle écrit : « Mais le plus répugnant, côté culture populaire, c'est la Reine Céline, l'anorexique hystérique qui annonce le moindre tiraillement de ses ovaires et qui vient de nous révéler chacune des étapes qui l'ont mené à l'aboutissement de son grotesque complexe d'Électre. » Mme Wentte trouve aussi de très mauvais goût que Céline ait fait extraire du sperme de son mari alors qu'il lutait contre un cancer, pour qu'elle puisse avoir un bébé.

« La vérité, écrit-elle en conclusion, c'est que le masochisme de fillelette de Britney et les étranges phantasmes vampiriques de maternité de Céline font paraître ces gars-là (les rappers) comme des gens finalement pas mal sains. »

En terminant. On apprendait dans le *Post*, lundi dernier, que les agents de la Gendarmerie Royale qui travaillent au très pittoresque village de Banff veulent maintenant être payés pour se faire prendre en photo avec des touristes. Les demandes sont devenues tellement nombreuses, dit le journal, que ces chers policiers voient de moins en moins leur famille...

Day veut décentraliser le fédéralisme

Voici la traduction d'un texte paru dans le *Globe and Mail* du mardi 31 octobre.

par JOHN IBBITSON

STOCKWELL DAY essaie de ne pas en parler, mais si on met ensemble le programme de l'Alliance canadienne et ses discours, on a un projet de décentralisation du système fédéral canadien plus radical que tout ce qui a été envisagé par les accords du lac Meech ou de Charlottetown.

Si M. Day était premier ministre, le gouvernement fédéral laisserait tomber ses pouvoirs en matière de politique intérieure pour s'occuper presque exclusivement de politique extérieure, de défense et de droit criminel.

Et bien que le programme de l'Alliance mette de l'avant le Québec quand il dit qu'Ottawa doit « respecter les juridictions légitimes des provinces canadiennes », c'est l'Ontario qui tirerait le plus avantage de ce projet de faire des provinces les États régionaux les plus autonomes au monde.

Voici de quoi la nation aurait l'air avec un gouvernement de l'Alliance.

Il n'y aurait pas de subventions régionales spéciales. Une des principales responsabilités du gouvernement fédéral est de détourner l'argent de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique (les provinces riches), pour le donner aux provinces moins bien nanties à travers des paiements de péréquation, des prestations d'assurance-emploi ciblées et des paiements spéciaux pour le développement régional.

Un gouvernement de l'Alliance resserrerait l'admissibilité à l'assurance-emploi et les subventions pour le développement régional disparaîtraient. Seuls les paiements de péréquation continueraient. Ottawa devrait dire adieu à son habitude de gérer les régions les plus pauvres comme des protectorats économiques.

Ensuite, Ottawa abandonnerait les politiques sociales. M. Day a promis que son gouvernement assurerait des niveaux de financement adéquats pour la santé en remettant une partie de son pouvoir de taxation aux provinces (ce qu'on appelle le transfert de points d'impôt). Il n'appliquerait pas sévèrement les dispositions de la Loi canadienne sur la santé et ne s'immiscerait pas dans les juridic-

tions provinciales d'autres façons, que ce soit dans l'éducation, la santé, les services sociaux, le logement ou les affaires municipales (bien que M. Day s'écarte de cette politique en promettant des exemptions fiscales aux parents qui envoient leurs enfants à l'école privée). (...)

Ottawa pourrait perdre presque totalement son pouvoir de taxation. Pendant la campagne au leadership de l'Alliance, M. Day a proposé, alors qu'il était au Québec, qu'Ottawa redonne entièrement son pouvoir de lever des impôts aux provinces. À la place, les provinces récolteraient les impôts et remettraient à Ottawa une somme sur laquelle tout le monde s'entendrait et qui serait suffisante pour accomplir les tâches fédérales. Depuis, il a expliqué à celui qui écrit ces lignes qu'il avait changé d'opinion. (...) Mais l'idée est dans sa tête.

Ces politiques sont attirantes pour les militants de l'Alliance dans l'Ouest, qui se sentent aliénés. Si les Québécois étaient capables de passer par-dessus l'origine géographique de M. Day, ils comprendraient que celui-ci leur offre à peu près tout ce qu'ils ont toujours demandé.

Mais c'est le premier ministre ontarien Mike Harris qui s'est battu le plus pour un projet de gouvernement fédéral aux pouvoirs délégués. Il laisserait sa province poursuivre un destin indépendant, à l'intérieur d'une économie nord-américaine intégrée. Il aimerait particulièrement réduire les subventions ontariennes aux régions les plus pauvres.

Le premier ministre Jean Chrétien, qui a laissé les pouvoirs centraux s'effriter pendant son premier mandat et qui a essayé de faire marche arrière durant son deuxième mandat, se présente comme le seul leader voué à la sauvegarde de l'unité canadienne. Il a raison.

La question maintenant est de savoir si les électeurs urbains du sud de l'Ontario, qui ont élu M. Chrétien et M. Harris, sont loyaux à la cause fédéraliste ou s'ils sont prêts à mettre l'Ontario en première place en votant pour Day. Si les appuis pour les libéraux continuent de s'effriter, préparez-vous à entendre M. Chrétien faire de cette question son principal enjeu électoral.

À VOTRE TOUR

Vous avez dit « salle de triage » ?

LA LETTRE DE LA SEMAINE

CÉLINE TESSIER

L'auteure est une résidente de Trois-Rivières.

J'AI TOUJOURS été amoureuse de la vie mais particulièrement des mots. La langue française porte différentes teintes, elle est souvent nuancée de couleurs aux variantes parfois cocasses. Prenons l'exemple du terme « salle de triage » dans les centres hospitaliers. Lorsque j'entends cela, je ne peux m'empêcher de penser que je suis dans un abattoir où l'on sélectionne la prochaine victime. Ce terme me rappelle aussi la séparation et le re-

groupement des wagons pour former des convois (gare de triage). Dans le dictionnaire, la signification du mot porte davantage sur le tri des objets et ne fait aucunement référence à la personne.

Si le temps vous le permet, à titre d'auditeur libre, allez vous assooir dans une salle d'urgence et écoutez la préposée à la voix stridente vous interpeller : Voici en résumé ce que cela donne

« Madame, Monsieur X, rendez-vous à la salle de triage. » Je suis persuadée qu'après soixante quinze

appels de ce genre, vous pourriez embrasser une nouvelle carrière de metteur en scène pour une comédie. Non, mais tout de même, ce mot est horrible. J'y ai fait un séjour de plusieurs heures au cours de la fin de semaine et croyez moi, c'est ahurissant d'entendre appeler le ou la prochaine élue. À la fin de la journée, j'avais même envie de rire tellement c'était ridicule.

Quelques suggestions pourraient être prises en considération. Pourquoi pas : salle d'évaluation (examen sommaire de la gravité des blessures, délais d'attente) ou encore salle intermédiaire pour une première intervention d'ordre médical ? À mon avis, ce serait beaucoup plus juste et davantage approprié. Nous aurions moins l'impression d'être découpé virtuellement par une forme de triage

Notre langue est belle, c'est la plus belle au monde, prenons-en un soin particulier et tentons de la nuancer à bon escient lorsque cela est possible. Molière doit souvent se retourner dans sa tombe. Je souhaite une réévaluation de ce terme un jour, car rien n'est immuable. Le son des mots tout comme la musique apporte au coeur et à l'âme un doux sentiment de paix. L'être humain a droit au respect fondamental dans les gestes et dans le prolongement des mots également.



Céline Tessier

À titre d'auteure primée de la semaine, M^{me} Tessier recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume *Cent ans d'actualités à La Presse*.



Un chasseur sachant chasser

JEAN-PAUL FONTAINE
L'auteur réside à Longueuil.

LES GENS QUI ONT écrit pour ou contre la chasse dans vos pages dernièrement ont tout faux. Il est tout aussi hypocrite de prétendre que l'on va à la chasse pour le seul plaisir de reprendre contact avec la nature, que de prétendre que les non-chasseurs sont tous des êtres raffinés et sensibles, apôtres, remplis d'abnégation, de la conservation et du bonheur de toutes les formes de vie.

J'ai grandi sur une ferme à l'époque où l'on n'achetait pratiquement que des condiments et certains outils de travail, au magasin du village ; le reste, on le produisait, on le chassait ou on s'en passait ! Très jeune, j'ai appris à arracher des plantes sans les plaindre et à voir égorger des porcs, des poulets ou des vaches, sans émotions, alors même que j'avais cajolé ces porcelets, ces poussins et ces veaux, quelques mois ou quelques années auparavant.

Je remercie aujourd'hui le Ciel d'avoir eu ce contact intime avec la nature et ses dures réalités. Cela m'empêche aujourd'hui de dire des sottises sur la conservation des espèces et sur les droits des animaux sauvages, comme il est de bon ton de le faire, dans nos « civilisations bitumées » ! Il est si facile de pérorer sur la cruauté et le manque de raffinement des chasseurs, quand un mur de chaînes d'alimentation cache commodément les usines de production et de transformation du complexe agro-alimentaire, là où se fait le « sale boulot qu'on ne saurait voir » !

Mais c'est la règle incontournable : pour manger, il faut tuer. Et que les végétariens ou végétaliens ne pavissent pas trop vite. Non seulement tuent-ils des plantes pour les manger, mais encore privent-ils des animaux innocents d'espace vital, pour cultiver leurs salades. Sans compter qu'ils utilisent probablement des pesticides ! « R'gardez don' mes tomates, Mme Chose : paaaaarfaites ! »

Deux instincts de base complémentaires gouvernent le monde vivant, tous niveaux confondus : l'instinct de conservation et l'instinct de reproduction. Pour survivre et conserver l'espèce, il faut manger sans se faire manger. Et quand une espèce se fait trop manger, elle a le choix de se reproduire plus vite ou de disparaître. Et quand une espèce se reproduit trop vite, elle manque de nourriture, rétablissant l'équilibre d'une autre façon. On n'en sort pas. La nature est surabondante, parce qu'elle a prévu plus de victimes que de survivants.

Tant que l'homme s'est battu avec les animaux à armes égales, il ne leur a pas fait grand tort et sa population s'est nécessairement ajustée à la capacité de support de son milieu. Un exemple tout près de nous. Pendant des siècles, la population des Cris de la Baie James, chasseurs et nomades, s'est maintenue entre 2000 et 4000 individus parce que c'était là la capacité de support de leur territoire. Depuis une soixante d'années, ils ont eu graduellement accès à des produits alimentaires de l'extérieur et leur population a plus que triplé. Pour les animaux de la région, c'est kif-kif : il n'y en a pas plus de disponibles. À une échelle plus globale, cependant, toute augmentation de population humaine se traduit nécessairement par une réduction équivalente de celle des animaux. Cela dit, il ne faut pas tomber dans le panneau des écologistes purs et durs ; ils sont suicidaires. Contrairement à l'implication ultime de leur pensée, l'homme n'est pas étranger dans notre écosystème.

Alors, quand après des jours et des nuits de travail et de ruses de Sioux, j'arrive à attirer un orignal à portée de ma carabine, ou quand un sort aveugle m'en sert un sur le pas de la porte du chalet, je n'ai aucune hésitation : j'épaule et je tire. Sans méchanceté. Sans jouissance, non plus. En revenant à la maison, je me dis que je viens de sauver la vie d'une vache et peut-être aussi celle du veau de l'orignal, en lui léguant l'espace vital que son père occupait. En effet, celui-ci n'aurait peut-être pas trouvé à se nourrir dans le petit territoire qu'il doit partager avec ses congénères.

Sans méchanceté. Sans jouissance, non plus. Mais à la vérité, étant quand même un être sensible, je ressens au moins une émotion : la satisfaction de rapporter de l'original en ville, car je préfère l'original au boeuf, tout comme ma famille et mes amis !

Que celui qui n'a jamais mangé me lance la première pierre.

Les enfants ont besoin de leurs pères

HÉLÈNE LEJEUNE

L'auteure habite à Candiac.

J'ai lu, dans *La Presse* du dimanche 29 octobre, l'opinion de madame Greffard sur le fait que la garde partagée soit si difficile à obtenir pour les pères au Québec. Je lui donne raison à 100 %.

Je suis une femme qui bénéficie depuis sept ans de la garde partagée. Je n'ai pas eu à aller devant un juge pour l'obtenir. Voyez-vous, la garde partagée passe d'abord par la bonne entente entre les parents. Pas d'entente, pas de garde partagée.

J'ai cru, comme elle, à l'injustice du système longtemps car j'ai vu des hommes se retrouver seuls du jour au lendemain et ne voir leurs



Photo BERNARD BRAULT ©, La Presse
Les jumeaux Édouard et David Larouche, de Boucherville, bien calés sur les épaules de leur père André.

enfants qu'une fin de semaine sur deux (quatre jours par mois...) C'est cruel. Pour le père et pour les enfants. Ces derniers ont besoin des deux parents, des deux sexes et des deux façons différentes de voir la vie. C'est fou mais c'est ça qui leur procure l'équilibre. Par l'affection et le modèle des DEUX parents.

Mais voilà : les séparations sont parfois déchirantes. L'un des deux parents garde rancoeur envers l'autre. Et qui paye la note : les enfants qui entendent encore leurs parents s'engueuler, qui les voient se poursuivre en cour à frais dérisoires, ou encore se disputer pour quelquefois rien.

C'est pourquoi tant et aussi longtemps que le système judiciaire ne trouvera pas la façon de rendre ÉQUITABLE la garde des enfants en situation de divorce ou séparation, des femmes (ou des

hommes) frustrés de leur nouveau statut profiteront des lacunes du système pour faire payer l'autre par la plus grande douleur : la perte de ses enfants. Apparemment, certains États aux États-Unis fonctionnent à l'inverse : c'est la garde partagée en partant ou il faut faire la démonstration que l'un des deux parents est inapte à AIMER ses enfants...

Avez-vous remarqué, je n'ai pas dit : à prendre soin de ses enfants... Là est toute la différence et c'est cela la lacune majeure du système judiciaire... On s'en fout des lulus mal tressées ! Qui aura l'audace et la patience de faire changer l'opinion des juges ? Peut-être nous les femmes, comme il est mentionné dans cet article. Levons-nous et crions-le fort : les enfants du Québec ont besoin de leurs pères. En tous cas, moi ça marche !

Bravo pour le classement des écoles

PAUL DANIEL MULLER

L'auteur est parent d'élèves au secteur public, membre d'un conseil d'établissement et consultant en communication.

Bravo aux responsables du classement des écoles secondaires du Québec ! D'une part, celui-ci répond au souhait des parents de pouvoir situer l'école de leurs enfants par rapport à d'autres. D'autre part, il révèle la sourde résistance du milieu de l'éducation à une évaluation indépendante. Je m'explique.

Il y aurait certes lieu de présenter les résultats en séparant les écoles (privées et publiques) qui effectuent une sélection à l'entrée de celles qui n'en font pas. Parmi ces dernières, il faudrait regrouper les écoles selon l'indice socio-économique de leur milieu, de manière à pouvoir facilement comparer des écoles sises dans des quartiers semblables. Néanmoins, le classement tel que publié représente une bonne base de travail qui permet déjà aux parents de se faire une idée.

D'autres récusent le classement parce qu'il met trop l'accent sur le rendement scolaire des élèves aux dépens d'autres façons de mesurer la qualité des écoles. Personne ne prétend qu'un classement fondé sur des résultats des élèves aux épreuves donne un portrait complet. Mais il constitue néanmoins une composante nécessaire de l'évaluation. Aucune évaluation n'est totalement juste dans sa méthodologie, mais ce n'est pas une raison pour refuser l'exercice. Ceux qui critiquent la méthodologie n'avaient qu'à collaborer au projet plutôt que



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©
Élèves de la polyvalente Jacques-Rousseau, de Longueuil, dans la cour d'école.

d'y faire obstruction.

Au fond, la dénonciation unanime servie par le ministère, les commissions scolaires et les syndi-

cats d'enseignants témoigne de leur refus de tout classement qui révélerait l'existence d'écoles moins performantes que d'autres. De l'égalité

des chances des élèves, on est passé à l'égalité de réputation des acteurs du système.

Et pourtant, comme consommateur, j'ai maintenant des outils conviviaux pour comparer à peu près tous les produits et services qui me sont proposés. Comme épargnant, j'ai des outils pour comparer des actions d'entreprises, qui sont des organisations aussi complexes que des écoles. Comme électeur, les médias se chargent de comparer pour moi les candidats et leurs programmes. Alors pourquoi, comme consommateur de services éducatifs, n'aurais-je pas d'outil pour comparer des écoles ? C'est que les entreprises et les partis politiques sont habitués à se faire scruter. Ils vivent en régime de concurrence tandis que la plupart des écoles publiques n'ont pas à se battre pour remplir leurs classes. L'évaluation comparative dérange et secoue. D'où la transparence toute soviétique dont fait preuve ici le milieu de l'éducation.

Supposons qu'un classement des écoles révèle que celle de mes enfants performe moins bien que la plupart des écoles situées dans des quartiers comparables. Supposons aussi que je n'ai pas d'alternative assez proche de chez moi, ni au public ni au privé. Que me reste-il ? M'intéresser à mon école de quartier, faire pression à l'école et à la commission scolaire pour que ça change. La Loi 180 visait justement à responsabiliser les parents par rapport à leur école de quartier. L'auto-évaluation institutionnelle telle que proposée par le ministère, quand elle ne sera pas complaisante, ne permettra pas aux parents de comparer leur école à d'autres. L'évaluation comparative des écoles, par un agent politiquement indépendant des fournisseurs de services éducatifs, est un outil nécessaire pour une participation efficace des parents à la vie de leur école publique.

Le secteur public par choix

HÉLÈNE MORIN

L'auteure est mère de deux diplômés de l'école secondaire La Magdeleine, de La Prairie, et d'une diplômée de l'école secondaire Antoine-Brossard, de Brossard

J'AVAIS UN FILS qui a fait baisser la moyenne de toute son école secondaire. J'avais un fils dont on aurait dû se débarrasser avant le secondaire 4. J'avais un fils qui aurait dû décrocher. J'avais un fils en difficulté d'apprentissage. J'avais un fils qui a fréquenté l'école publique.

Il y a rencontré des professeurs qui ne l'ont pas vu comme un problème à résoudre, mais comme un défi à relever. Il y a rencontré un pédagogue extraordinaire à la fin de son secondaire 5. Avec lui et plusieurs autres, mon fils a trouvé le courage de terminer sa course vers son

D.E.S., les trois derniers mois ayant été aussi difficiles qu'une fin de marathon. Il y a rencontré bien des obstacles sur son chemin et toujours quelqu'un pour l'aider à choisir son moyen pour réussir.

Il y a rencontré des amis, des faux amis, des partenaires, des guides et il a fait des choix. N'est-ce pas là, la meilleure façon de devenir un citoyen ? Il a travaillé, s'est découragé, s'est relevé, a fanfaronné, a dit à tous qu'il s'en moquait bien de réussir, mais au fond... il s'est accroché.

Aujourd'hui, j'ai un fils de 22 ans avec un diplôme d'études professionnelles en poche et un excellent emploi. Lorsqu'il parle de son travail, on sent qu'il aime ce qu'il fait. Nous pouvons lire de la passion dans ses yeux, lorsqu'il parle de mécanique de machines fixes.

Aujourd'hui, j'ai un fils qui est un citoyen honorable, même s'il n'est pas allé à l'université... Mais est-ce bien nécessaire ?

Aujourd'hui, j'ai un fils dont nous sommes tous très fiers.

Le classement des écoles secondaires n'est absolument pas tributaire de la qualité d'enseignement qui y est dispensé. Il n'y a aucun rapport et j'ajouterais même que les plus grands défis nous sont offerts par des enfants qui ne comprennent pas toujours du premier coup. Cela nous force à nous questionner et à décomposer toutes les notions afin de les rendre accessibles. Si un enfant ne comprend pas d'une façon, dites-vous bien qu'il y aura toujours une autre façon de lui présenter cette notion. Il faut la trouver. J'ai confié mes trois enfants au secteur public par choix et je ne l'ai jamais regretté.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration | GUY CREVIER > Président et éditeur | MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint | YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information | ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef

Marina Orsini

Quatorze heures par jour, six jours par semaine dans la peau de Lucille Teasdale

JEAN BEAUNOYER

Depuis un hôtel du Vietnam où elle s'est installée, après le dernier jour de tournage de la minisérie *L'or*, Marina Orsini nous a fait parvenir ses réactions en apprenant qu'elle avait été choisie Personnalité de la semaine.

« Je remercie d'abord *La Presse* pour ce beau cadeau. C'est toujours très flatteur d'être nommée personnalité de la semaine, et surprenant à la fois. Ça confirme que l'on fait les bons choix et que les gens nous apprécient. »

Et les gens de l'Académie des prix Gemini, à Toronto, ont particulièrement apprécié le téléfilm *Dr. Lucille*, dans lequel Marina Orsini, incarnait le personnage principal, en lui accordant cinq prix alors qu'il était finaliste dans neuf catégories. Meilleur téléfilm, meilleur scénario, meilleure bande sonore, et deux prix pour la technique. Jamais une production québécoise n'avait été autant célébrée au gala des Gemini.

Et Marina Orsini, en raison de son jeu, de son engagement et surtout de sa passion, a été largement responsable du succès du téléfilm de 92 minutes qui a nécessité un investissement de 4,6 millions \$.

« Quand on travaille sur un projet d'une telle envergure, on ne pense pas vraiment au succès de l'entreprise, explique Marina Orsini. On s'attend à ce que les gens soient touchés par l'histoire de Lucille. C'est une vie qui mérite d'être connue, honorée et célébrée. »

Marina Orsini a travaillé pendant des mois, 14 heures par jour, six jours par semaine, en Afrique du Sud, dans la peau et dans l'âme de Lucille Teasdale. Avant d'interpréter le personnage de cette Québécoise qui a pratiqué la médecine de brousse pendant de nombreuses années en Ouganda, a contracté le sida et en est morte en 1996, la comédienne a lu tout ce qu'on avait écrit sur le docteur Teasdale et a visionné tous les documentaires qu'on lui avait consacrés.

« En Afrique, les gens avaient remarqué que Marina avait du charisme, comme le docteur Teasdale, commente Francine Allaire, l'une des productrices du téléfilm, à l'origine du projet. Le compagnon de Marina, Serge Postigo, qui est venu la rejoindre pendant le tournage, disait de sa compagne de vie, que « juste à être avec Marina, on devient une meilleure personne ». En ce qui

me concerne, je veux continuer de travailler avec elle dans d'autres productions. »

Appréciée par son entourage, reconnue pour son humilité par ses camarades de travail, notre Personnalité de la semaine ne se formalise pas du fait qu'elle n'a pas obtenu le prix de la meilleure actrice au gala des Gemini.

« À partir du moment où on se retrouve en nomination, on entretient un espoir. Mais on ne peut pas être déçu lorsqu'on remporte cinq prix sur neuf nominations. Je me promets de partager ces prix avec toute l'équipe. Je suis fière de toutes les personnes qui ont travaillé dans ce téléfilm. C'est comme si j'avais gagné. »

À peine âgée de 33 ans, et déjà 16 ans de métier derrière elle. On peut parler d'une carrière exceptionnelle qui a débuté au Québec avec la série *Lance et compte*, où elle campait le personnage de Suzie Lambert. Par la suite, c'est le rôle d'Émilie Bordeleau, dans *Les filles de Caleb*, qui lui a valu la célébrité instantanée. Une popularité telle qu'elle aurait pu ne jamais s'en remettre.

Tel ne fut pas le cas, puisqu'elle a participé à d'autres séries télévisées d'envergure dont *Blanche*, *Shehaweh*, *Miséricorde*, en plus de tourner dans des films et des séries de langue anglaise.

On s'étonnera de son succès et de la diversité de ses rôles, car Marina Orsini est autodidacte et n'a pas étudié au Conservatoire, ni à l'École nationale de théâtre. Elle a appris sur le tas, en travaillant d'arrache-pied, en observant, en étudiant à fond ses personnages et en s'impliquant totalement dans ses rôles.

« J'ai beaucoup d'énergie et j'aime diversifier mes projets. Il faut savoir passer à autre chose pour évoluer. On ne quitte jamais un personnage. Celui de Lucille Teasdale fait désormais partie de ce que je suis à tout jamais. Mais il faut passer à autre chose pour continuer à grandir et à évoluer dans notre vie. Il y aura cependant un tiroir spécial dans mon cœur pour Lucille. »

Après *Dr. Lucille*, Marina a tourné en Asie, à Vancouver et en Abitibi une série réalisée par Jean-Claude Lord et intitulée *L'or*.

« C'est beaucoup de travail en peu de temps et c'est le retour au bercail après l'Asie. Je rentre à la maison en fin de semaine et je n'ai pas de projet, rien de concret pour l'instant », nous confie Marina, heureuse du répit que la vie lui accorde. Mais pour bien peu de temps.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

BOP01PROMO
Not Found

2902520
Not Found

Missing files that are needed to complete this page: BOP01PROMO 2902520

Not Found BOP01PROMO*80 10X054.00 PROMOTION.PERSONNALI
Not Found 2902520*80 10X060.00 personnalité de la LA PRESSE LITEE 14600 LIP